

Service technique  
de la  
Direction générale

Serie WVD

63

26LM037/3

(1945-1947)

Correspondance avec le Ministère des finances  
relative au règlement des dépenses consécutives  
à la réfection des voies ferrées.

1945

Attendre d'avoir reçu  
réponses complètes

---



COPIE

TV III  
6 DÉC. 1945

COPIE pour Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région de l'EST, OUEST, SUD-OUEST, SUD-EST,

en le priant de se mettre en rapport rapidement avec les services intéressés du département de Seine-et-Marne, Charente, Vienne, Saône-et-Loire, et de me renseigner sans tarder.

Aux termes des instructions qui vous avaient été données, nous ne devons pas intervenir dans le règlement des fournitures de prestations exigées des Préfets par les autorités allemandes.

Aussi, bien que la lettre du Ministère des Finances en date du 27 Novembre 1945 ci-annexée nous prescrive au contraire de faire l'avance des dépenses en cause, vous ne procéderez à aucun règlement avant que je vous aie fait connaître mon avis sur le vu des renseignements que vous m'aurez adressés.

*Signé: Porchez*

COPIE pour Monsieur le Chef du Service de l'Organisation Technique

Monsieur le Directeur du Service du Budget

Monsieur le Chef du Service de la Comptabilité Générale  
et des Finances

à titre d'information.

6 DÉC. 1945

*Signé: Fayolle*



D 61341/6  
29/11/45

SC

PARIS, le 27 Novembre 1945.

MINISTERE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité  
Générale

Service Central des Réqui-  
sitions allemandes

3ème Section

N° 7243 0

Objet : Règlement des  
dépenses consécutives à  
la réfection des voies  
ferrées détruites à la  
suite de bombardements  
ou d'actes de sabotage

Monsieur le Directeur,

Sec CENTRAL DES INSTALLATIONS  
FIXES ET DE LA CONSTRUCTION

Signé : GOURSAT.

Au cours de l'occupation, les autorités alle-  
mandes ont, à diverses reprises, exigé des Préfets  
la fourniture de main-d'oeuvre et de moyens  
de transport pour la réfection des voies  
ferrées et installations ferroviaires détruites  
à la suite de bombardements ou d'actes de  
sabotage et se sont refusées à régler les dépenses  
correspondantes.

Aux termes d'un texte actuellement à l'étude, les dépenses de  
reconstruction des voies, ouvrages d'art, installations fixes et  
bâtiments du chemin de fer, détruits ou endommagés du fait de la  
guerre, seront prises en charge par l'Etat au titre de la législa-  
tion sur les dommages de guerre.

En vue toutefois de ne pas retarder le paiement des mémoires  
présentés depuis plus d'un an par les prestataires intéressés, je  
vous serais obligé de vouloir bien faire l'avance des frais en cause  
qui seront remboursés ultérieurement à la S.N.C.F.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien adresser toutes  
instructions utiles à vos Services pour que les dossiers de l'espèce  
actuellement en instance dans les préfectures soient réglés par eux  
et je vous signale à cet effet que des dossiers afférents aux tra-  
vaux de cette nature ont été déposés dans les Services départemen-  
taux des réquisitions allemandes des départements de la Charente,  
de Saône-et-Loire, de Seine-et-Marne et de la Vienne.

J'attacherais du prix à être tenu informé de la suite qu'il  
vous aura été possible de réserver à cette affaire.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma parfaite  
considération.

Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.  
88, Rue St-Lazare, PARIS.

signé .....

ADRESSE à : "M.DUGAS - renseigne-toi et parle-m'en" pour attributions  
M. LAGNACE - SERVICE DU BUDGET - SERVICE DE LA COMPTABILITE  
GENERALE ET DES FINANCES - SERVICE CENTRAL DES INSTALLATIONS  
FIXES ET DE LA CONSTRUCTION -



Garnier le 1<sup>er</sup> Décembre  
1.  
Brasseur 2.  
3.

affaires

aide du Service secours technique

personnel usines encadrées

personnel requisitionné par les Préfectures

à l'origine ~~répété~~ paiement

nous nous réglons

~~répété~~

Service de liquidation

Services Financiers de

la Reconstruction

Nous de la Direction

~~répété~~

Dans certains cas

aucun contrôle

pas de litige

SST

Renseignements

le 5 Dec

M. Garnier

doit nous adresser  
copie d'une lettre  
aux Régions.



PARIS, le 27 Novembre 1945.

MINISTRE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité  
Générale

Service Central des Réqui-  
sitions allemandes

3ème section

N° 7243 0

Objet : Règlement des  
dépenses consécutives à  
la réfection des voies  
ferrées détruites à la  
suite de bombardements  
ou d'actes de sabotage

Soc CENTRAL DES INSTALLATIONS  
FIXES & DE LA CONSTRUCTION

Signé : GOURSAT.

Monsieur le Directeur,

Au cours de l'occupation, les autorités alle-  
mandes ont, à diverses reprises, exigé des Préfets  
la fourniture de main-d'oeuvre et de moyens  
de transport pour la réfection des voies  
ferrées et installations ferroviaires détruites  
à la suite de bombardements ou d'actes de  
sabotage et se sont refusées à régler les dépenses  
correspondantes.

Aux termes d'un texte actuellement à l'étude, les dépenses de  
reconstruction des voies, ouvrages d'art, installations fixes et  
bâtiments du chemin de fer, détruits ou endommagés du fait de la  
guerre, seront prises en charge par l'Etat au titre de la législa-  
tion sur les dommages de guerre.

En vue toutefois de ne pas retarder le paiement des mémoires  
présentés depuis plus d'un an par les prestataires intéressés, je  
vous serais obligé de vouloir bien faire l'avance des frais en cause  
qui seront remboursés ultérieurement à la S.N.C.F.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien adresser toutes  
instructions utiles à vos Services pour que les dossiers de l'espèce  
actuellement en instance dans les préfectures soient réglés par eux  
et je vous signale à cet effet que des dossiers afférents aux tra-  
vaux de cette nature ont été déposés dans les Services départemen-  
taux des réquisitions allemandes des départements de la Charente,  
de Saône-et-Loire, de Seine-et-Marne et de la Vienne.

J'attacherais du prix à être tenu informé de la suite qu'il  
vous aura été possible de réserver à cette affaire.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma parfaite  
considération.

signé .....

Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.  
86 rue St Lazare, PARIS.

ADRESSE à : "M. DUGAS - renseigne-toi et parle-m'en" pour attributions  
M. LAGNACE - SERVICE DU BUDGET - SERVICE DE LA COMPTABILITE  
GENERALE ET DES FINANCES - SERVICE CENTRAL DES INSTALLATIONS  
FIXES ET DE LA CONSTRUCTION -



VB-TX32/240

SERVICE CENTRAL  
DES INSTALLATIONS FIXES  
ET DE LA CONSTRUCTION

COPIE pour Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments  
de la Région de l'EST, OUEST, SUD-OUEST, SUD-EST,

en le priant de se mettre en rapport rapidement avec les  
services intéressés du département de Seine-et-Marne,  
Charente, Vienne, Saône-et-Loire,

Aux termes des instructions qui vous avaient été données,  
nous ne devons pas intervenir dans le règlement des fourni-  
tures de prestations exigées des Préfets par les autorités  
allemandes.

Aussi, bien que la lettre du Ministère des Finances en date  
du 27 Novembre 1945 ci-annexée nous prescrive au contraire  
de faire l'avance des dépenses en cause, vous ne procéderez à  
aucun règlement avant que je vous aie fait connaître mon  
avis sur le vu des renseignements que vous m'aurez adressés.

Signé : PORCHER

COPIE pour Monsieur le Chef du Service de l'Organisation Technique,

Monsieur le Directeur du Service du Budget,

Monsieur le Chef du Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances,

à titre d'information.

P. le Directeur :

*Autographe*  
*[Signature]*

*[Signature]*



S.N.C.F.

CB

28 DEC 1945

Service Central des  
Installations Fixes  
et de la Construction

Règlement aux Préfectures  
de la Charente de Saône-&  
Loire, de Seine-&-Marne, et  
de la Vienne de prestations  
fournies à la suite de des-  
tructions par bombardements.

*M. Touque*  
*donné accord*

Ety Tx 32

245

Monsieur le Chef du Service  
Technique  
de la Direction Générale.

Suite à ma transmission du 7 décembre 1945  
au Service de la Voie et des Bâtiments des Régions  
EST, OUEST, SUD-OUEST et SUD-EST de la lettre adres-  
sé à M. le Directeur Général le 27 novembre 1945  
par le Ministère des Finances, et relative au  
règlement au profit des départements de la Charente  
de Saône-et-Loire, de Seine-et-Marne et de la  
Vienne de dépenses consécutives à des prestations  
fournies à la suite de destructions par bombarde-  
ments.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la  
copie de la réponse de la Région Sud-Est qui est  
intéressée par des travaux exécutés dans le départe-  
ment de Saône et Loire.

En raison d'une part, des directives données  
par le Ministre des Finances et d'autre part de la  
modicité des sommes dues, je serais d'avis de don-  
ner à la Région les instructions utiles en vue du  
règlement d'urgence de ces dépenses.

Je vous adresse, à cet effet, un projet de  
note à la Région sur lequel je vous prie de me  
donner votre accord.

Je vous transmettrai au fur et à mesure

...

de leur réception les réponses qui me parviendront des autres Régions.

2 P.J.

P<sup>r</sup> Le Directeur

Le Chef Adjoint du Service

Re: *unintelligible*

245



S.N.C.F.

CB

Service Central des  
Installations Fixes  
et de la Construction

- PROJET -

Règlement à la Préfecture  
de Saône-et-Loire de pres-  
tations fournies à la sui-  
te de destructions par  
bombardements.

Vtv T<sub>x</sub> 32

Monsieur le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments  
de la Région du SUD-EST,

Suite à votre lettre VBK 6/475 du 20 dé-  
cembre 1945, je vous prie de faire procéder  
d'urgence au mandatement, à la Préfecture de  
Saône-et-Loire, des sommes dues pour presta-  
tions énumérées dans votre lettre précitée.

Les dépenses en cause seront imputées  
aux "Dépenses diverses de Guerre" et feront  
l'objet d'attachements de constatation  
permettant leur facturation ultérieure.

MINUTE

sb.

O n° 6767

3 JAN 1946

Monsieur le Directeur du Service Central  
des Installations Fixes et de la Construction

En réponse à votre lettre Vtv Tx-32 du 28 décembre  
245  
1945, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis  
d'accord sur le projet de la lettre que vous vous pro-  
posez d'adresser aux Régions en vue de faire procéder  
au mandatement à certaines Préfectures de prestations  
fournies à la suite de destructions par bombardements.

Le Chef du Service technique  
de la Direction Générale,

Signé : DE CAS



18/12/45

Préfecture de Seine-et-Marne

4ème Division

1er Bureau

Liquidation des Affaires  
allemandes

MELUN, le 18 décembre 1945

DIRECTION GENERALE

18 DEC. 1945

Dossier 61341/6 Pages N° 95

*M. Touque*  
*Il faut transmettre au SE*

SERVICE TECHNIQUE  
DE LA DIRECTION GENERALE

POUR ATTRIBUTIONS

Signé : LEMAIRE

Objet : Paiement des dépenses entraînées par les  
travaux de déblaiement des voies ferrées  
détruites par bombardements.

Référence : la copie ci-jointe.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus, copie d'une  
dépêche de M. le Ministre des Finances m'informant que le  
règlement des dépenses entraînées par les travaux de déblaiement  
des voies ferrées détruites par bombardements serait effectué  
par vos soins à titre d'avance.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître les mesures  
que vous comptez prendre à cet effet, un certain nombre de dépen-  
ses de cette nature étant depuis un moment déjà en attente de paie-  
ment dans mes services.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considéra-  
tion distinguée.

P. le Préfet et par  
délégation,  
Le Chef de Division,  
(s) ....

Société Nationale des Chemins de  
fer français,  
88, rue Saint-Lazare, PARIS

ADRESSE à : SERVICE TECHNIQUE DE LA DIRECTION  
GENERALE - Pour attributions  
SERVICE CENTRAL DES INSTALLATIONS  
FIXES ET DE LA CONSTRUCTION



MINISTERE DE L'ECONOMIE  
NATIONALE ET DES FINANCES

PARIS, le 27 Novembre 1945

-----  
Direction de la Comptabilité  
Générale

-----  
Bureau : Service Central des  
Réquisitions Allemandes

-----  
3ème Section

n° 245°

Le Ministre des Finances,

à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, 1ère Division  
4ème Bureau  
MELUN

Objet : Paiement des dépenses entraînées par les travaux  
de déblaiement des voies ferrées détruites par  
bombardements.

Réf. : Lettre du 20 Août 1945

En réponse à votre lettre citée en référence, j'ai  
l'honneur de vous faire connaître que la S.N.C.F. a été  
invitée à régler, à titre d'avance, les dépenses afférentes  
à l'exécution, sur l'ordre de l'ennemi, des travaux entraînés  
par la réfection des voies ferrées détruites à la suite de  
bombardements ou d'actes de sabotages.

Il a été signalé à cette Société qu'un dossier afférent  
aux travaux de cette nature se trouvait en instance dans vos  
services.

Pour le Ministre des Finances,  
Pour le Directeur de la Comptabilité  
Générale,  
Le Chef du Service Central des  
Réquisitions allemandes,

(s) .....



Région Sud-Est

Voie et Bâtiments

15, rue Traversière, PARIS (XIIe)

Comptabilité

NR: VBk 6/475

Monsieur le Directeur du Service Central  
des Installations Fixes  
et de la Construction.

Comme suite à votre Transmis V - TX<sup>32</sup> 240 du 7 décembre dernier, de la lettre N° 7243 O du MINISTÈRE des FINANCES, en date du 27 novembre 1945, concernant le règlement des dépenses consécutives à la réfection des voies ferrées détruites à la suite de bombardements ou d'actes de sabotage, j'ai l'honneur de vous donner ci-après, les renseignements obtenus du Service des Réquisitions Allemandes à la PREFECTURE du DEPARTEMENT de la SAONE & LOIRE :

COMMUNE de CIRY-le-NOBLE - Somme due à M. DUCLOUX, Entrepreneur de Transports, pour transport de charbon le 9 février 1944, à la suite d'un déraillement.....F 250.-

COMMUNE de CIRY-le-NOBLE - Sommes dues à Divers Requis Civils pour déblaiement de la voie et chargement de charbon les 9, 14 et 16 février 1944..... 1 344.-

COMMUNE de FARGES-les-CHALON - Sommes dues à Divers Requis Civils pour fourniture de chevaux et voitures le 6 novembre 1943, pour travaux de déblaiement à la suite d'un déraillement..... 369.-

COMMUNE de FARGES-les-CHALON - Sommes dues à Divers Requis Civils pour fourniture de main d'oeuvre, le 6 novembre 1943, pour travaux de déblaiement à la suite d'un déraillement..... 295.-

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de votre transmis précité, je ne ferai procéder à aucun règlement avant que vous m'ayez fait connaître votre avis sur ces prestations.

Pour le Chef du Service VB  
Le Chef de la Division du Service Général,  
(s)



SERVICE CENTRAL  
DES INSTALLATIONS FIXES  
ET DE LA CONSTRUCTION

Vtv Tx 32/251

- 9 JAN. 1946

Monsieur le Préfet de Saône & Loire  
Service Liquidateur  
des affaires allemandes.

Monsieur le Préfet,

Suite à votre lettre du 7 décembre 1945,  
que m'a transmise le Secrétariat Général de  
la S.N.C.F., à qui vous l'aviez adressée.

J'ai l'honneur de vous informer que  
j'invite ce jour, le Service de la Voie et  
des Bâtiments de la Région du Sud-Est, à se  
mettre en rapport avec votre Service comptable  
en vue du règlement, à titre d'avance, des  
dépenses afférentes à l'exécution, sur l'ordre  
des Allemands de travaux de réfection de voies  
ferrées détruites à la suite de bombardements  
ou actes de sabotage à Farges-les-Chalon et  
à Ciry-le-Noble.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet,  
l'assurance de ma considération très dis-  
tinguée.

Signé : Porchez

Copie...



COPIE pour Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région du SUD-EST suite à sa lettre VBK 6/475 du 20 décembre 1945, en le priant de faire le nécessaire à l'urgence.

Les dépenses en cause seront imputées aux "Dépenses diverses de guerre", et feront l'objet d'attachements de constatation permettant leur facturation ultérieure.

COPIE pour Monsieur le Chef du Service Technique de la Direction Générale comme suite à sa lettre O n° 6768 du 3 janvier 1946.

- 9 JAN. 1946

P. le Directeur

COPIE pour Monsieur le Directeur du Service du Budget, pour le tenir informé (suite à ma transmission du 28 décembre 1945, et à l'accord du Service O).

COPIE pour Monsieur le Chef du Service de la Comptabilité Générale et des Finances pour le tenir informé (suite à ma transmission du 28 décembre 1945 et à l'accord du Service O).

*M. Tanguy*  
*[Signature]*

26 DEC 1945

O n° 6753

Monsieur le Directeur de la Région  
du Sud-Est.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la copie d'une lettre qui nous a été adressée par la Préfecture de la Seine-et-Marne au sujet de règlement de dépenses entraînées par les travaux de déblaiement des voies ferrées détruites par bombardements.

Je vous serais obligé de bien vouloir me mettre en mesure de répondre à cette lettre.

Le Chef du Service technique  
de la Direction Générale,

Signé : DUGAS



Melun, le 14 décembre 1945.

4ème Division.

1er Bureau.

Liquidation des Affaires allemandes.

Objet : Paiement des dépenses entraînées par les travaux de déblaiement des voies ferrées détruites par bombardements.

Référence : la copie ci-jointe.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus copie d'une dépêche de M. le Ministre des Finances m'informant que le règlement des dépenses entraînées par les travaux de déblaiement des voies ferrées détruites par bombardements serait effectué par vos soins à titre d'avance.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître les mesures que vous comptez prendre à cet effet, un certain nombre de dépenses de cette nature étant depuis un moment déjà en attente de paiement dans mes services.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

P. Le Préfet et par délégation,  
Le Chef de division,  
(s) .....

Société Nationale des  
Chemin de fer français -

88, rue St-Lazare, PARIS.-

1946



Service Central des  
Installations Fixes  
et de la Construction

- 7 JAN. 1946

Règlement aux Préfectures de la  
Charente, de Saône-et-Loire, de Seine et  
Marne et de la Vienne, de prestations  
fournies à la suite de destructions  
par bombardements

Monsieur le Chef du Service  
Technique de la Direction Générale

Vtv TX 32

250

*M. Tanguy*  
Suite à ma transmission du 7 décembre 1945 aux Services VB des  
Régions Est, Ouest, Sud-Ouest, et Sud-Est de la lettre adressée à  
M. le Directeur Général le 27 novembre 1945 par le Ministère des Finances  
et relative à l'affaire visée en marge, ainsi qu'à ma première réponse  
Vtv TX 32/245 du 28 décembre 1945. Je vous adresse ci-joint, la copie de  
la réponse de la région Sud-Ouest intéressée par les prestations four-  
nies dans le département de la Vienne.

De l'examen de cette réponse ainsi que des documents joints, il  
résulte que les seuls bénéficiaires des prestations en cause sont :  
- d'une part l'Administration des P.T.T. (remise en état de ses ins-  
tallations, toutes situées en dehors du domaine public du chemin de  
fer),

- et d'autre part les Allemands (déchargement et transbordement dans  
des locaux allemands de denrées expédiées en Allemagne - construc-  
tion d'abris en dehors des emprises du chemin de fer et pour leur  
usage exclusif - corvées dans les casernes).

Aucune des prestations en cause n'a été faite au bénéfice de la  
S.N.C.F. dans un but de déblaiement et il ne semble pas possible dans  
ces conditions, de régler ces dépenses, même au titre "avance" aucun  
règlement ultérieur ne pouvant intervenir au titre "Dommages de Guerre".  
Je propose de répondre dans ce sens au Préfet de la Vienne.

D'autre part, in fine de sa lettre, le Sud-Ouest nous fait part  
d'une réclamation d'un boucher d'Angoulême qui aurait fourni de la  
viande aux ouvriers de l'Organisation Todt chargés, paraît-il, de  
travaux de déblaiement dans la gare d'Angoulême à la suite du bombar-  
dement du 15 juin 1945, et ce commerçant nous avise en outre que le  
Ministère de l'Economie Nationale et des Finances l'a engagé à s'adres-  
ser à la S.N.C.F. en vue du règlement de cette fourniture.

Comme pour le 1er cas, il semble que nous ne devons pas inter-  
venir dans ce règlement.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer votre accord.

LE DIRECTEUR

5 P.J.

*Don*



M. DURAND

13, Place Marengo

ANGOULEME

=====

D.B. N°1

Angoulême, le 9 décembre 1945.

Monsieur le Directeur de la Région  
Sud-Ouest  
PARIS

Monsieur le Directeur,

Par la présente, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance le litige suivant.

Après le bombardement de la gare d'Angoulême du 15 juin 1945, j'ai fourni à l'agence Todt une quantité de 1 803 kg de viande pour le personnel chargé du déblaiement de la dite gare depuis cette date aucun règlement n'a été effectué.

Par référence N° 7244 G. émanant du Ministère de l'Economie Nationale et des Finances, ce dernier fait connaître que le dit règlement devait être effectué par la S.N.C.F., c'est dans ces conditions que je vous serai reconnaissant de bien vouloir effectuer le montant de mes factures s'élevant à la somme de; à savoir :

Première facture	72 928 francs
Deuxième facture	4 601 francs
	-----
Au total	77 529 francs

que vous voudrez bien faire verser à mon compte courant N° 5 50 Trésorerie Générale du département de la Charente.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma plus parfaite considération.

Signature :



# Duplicata de la première facture

Je soussigné Maurice Durand, boucher, 13, Place Marengo à Angoulême certifie avoir livré à l'Organisation Todt, la Viande aux dates ci-après :

le 16 juin 1945	192 kilogs	à 43 f le kilog	8256 f
" 17 "	152.....		6536
" 21 "	192 .....		8256
" 23 "	192 .....		8256
" 27 "	192 .....		8256
" 1er juillet 1945	240 .....		10320
" 5 "	216 .....		9288
" 8 "	192 .....		8256
" 12 "	120 .....		5160
" 16 "	8 .....		344

Soit au total ..... 1696 kilogs de viande à 43 f le k. 72928 f



Duplicata de la deuxième facture

-----

Je soussigné Maurice Durand, boucher, 13, place Marengo à Angoulême certifie avoir livré la quantité de 107 kilogs de viande à 43 francs le kilog soit la somme de 4 601 francs.



S.N.C.F.  
Région du SUD-OUEST  
Voie et Bâtiments  
Service Général  
Comptabilité  
50  
----

Paris, le 26 décembre 1945

7455

Monsieur le Directeur du Service Central  
des Installations Fixes et de la Construction,

VR : Vt TX 32/240  
du 7 courant.

Comme suite à votre transmission, référenciée ci-contre, de la copie d'une lettre adressée le 27 novembre dernier par le Ministère des Finances à la Direction Générale de la S.N.C.F. au sujet du règlement de prestations de main-d'oeuvre exigée des Préfets par les Allemands durant l'occupation, j'ai l'honneur de vous faire connaître les renseignements obtenus à POITIERS par M. DUFOUR, Chef de Bureau de ma Subdivision de Comptabilité :

Ainsi qu'il résulte d'un rapport, dont copie ci-jointe, adressé le 6 novembre 1944 par le Préfet de la Vienne au Ministre des Finances sur le financement de certains travaux consécutifs au bombardement de la gare de POITIERS le 13 juin 1944, la préfecture de la Vienne a réglé à diverses entreprises locales, réquisitionnées directement par les Allemands pour l'exécution de ces travaux, environ 1 340 000 f de dépenses (presque exclusivement de la main-d'oeuvre) et aurait encore à régler environ 600 000 f de ces mêmes dépenses.

Aux termes de ce rapport les bénéficiaires des travaux exécutés par les entreprises réquisitionnées seraient :

- d'une part, la S.N.C.F. pour déchargement de wagons, transbordement de marchandises et transport de ces marchandises dans les dépôts allemands;
- d'autre part, la Direction des câbles souterrains des P.T.T., Service des Communications à grande distance, 24 rue Bertrand PARIS 7°;
- et enfin les Allemands eux-mêmes.

A la suite de ce rapport, le Ministère des Finances a adressé le 27 novembre 1945 au Préfet de la Vienne la réponse, dont copie également ci-jointe, faisant connaître que la S.N.C.F. avait été invitée à régler à titre d'avance les dépenses engagées ou à engager par la Préfecture de la Vienne après le bombardement de la gare de POITIERS. (Le même jour, le Ministère des Finances adressait à la Direction Générale de la S.N.C.F. la lettre dont vous m'avez envoyé copie).

Du rapprochement de ces divers documents, une première constatation s'impose; le Ministère des Finances n'a pas retenu la répartition, signalée par la Préfecture de la Vienne, des différentes prestations entre les différents établissements ou tiers bénéficiaires, et c'est exclusivement à la S.N.C.F. que le Ministère des Finances s'est adressé pour la couverture à titre d'avance, de l'ensemble des dépenses. Cette manière de voir paraît inexplicable et ne saurait être acceptée par la S.N.C.F. qui ne peut évidemment pas financer les travaux de remise en état des installations des P.T.T. (toutes situées en dehors du domaine public du chemin de fer) ni

.....



les différentes prestations imposées par les troupes allemandes à leur profit exclusif (construction d'abris en dehors du domaine public du chemin de fer, corvées dans les casernes).

Restent les prestations dont semble avoir bénéficié la S.N.C.F. (déchargement de wagons et transport de marchandises dans des locaux allemands). Ces prestations dont le coût atteint environ 400 000 f (voir liste de mémoires ci-jointe à laquelle il faudrait ajouter une participation forfaitaire à un mémoire de 221 517 f) avaient déjà fait l'objet, dès juillet 1944, de conversations entre l'Administration des Ponts et Chaussées de la Vienne et les Services locaux (Exploitation et Voie) de la S.N.C.F. qui avaient catégoriquement refusé d'en assurer le règlement. Ces mêmes Services locaux de la S.N.C.F. questionnés à ce sujet en la personne du Chef de Section "Reconstruction" de POITIERS et de l'Inspecteur du Trafic de POITIERS, présents l'un et l'autre à POITIERS lors du bombardement de la gare et des travaux de déblaiement qui suivirent, ont précisé que, le 13 juin 1944; date du bombardement, se trouvait garé, sur l'ancienne voie 20 située à l'extrémité ouest du faisceau et longeant la Boivre, un train entier (72 wagons) venant de COGNAC, chargé de bouteilles de cognac, et destiné à l'Allemagne. Sur ces 72 wagons, 10 furent partiellement ou totalement détruits et 62 restèrent à peu près intacts. Tandis que les opérations de déblaiement commençaient à s'organiser, la Kommandantur de POITIERS, intervenant sans aucune demande à ce sujet de la part de la S.N.C.F., notamment sans aucune demande du Service de l'Exploitation, interdisait à quiconque d'approcher du train de cognac, le faisait garder par des sentinelles et surveillait elle-même le déchargement méthodique du train et le transport en lieu sûr des bouteilles de cognac par les entreprises qu'elle avait elle-même réquisitionnées. Le Service de l'Exploitation n'eut même pas le droit d'approcher pour contrôler cette opération ou tenter le moindre inventaire.

Et ce sont ces travaux, qui, sur l'ordre des Allemands, ont été réglés par la Préfecture de la Vienne après que l'Administration départementale des Ponts-et-Chaussées eut consigné, sur les mémoires présentés, la S.N.C.F. comme bénéficiaire des travaux.

Il semble donc que les Services locaux de la S.N.C.F. ont bien agi en refusant de régler, dès juillet 1944, toute cette main-d'oeuvre dont la masse relativement élevée s'explique par les nombreuses difficultés à vaincre pour travailler dans un terrain tout bouleversé, d'accès très difficile et pour assurer le transport à la main d'une énorme quantité de caisses et de bouteilles jusqu'à l'endroit relativement éloigné où un camion pouvait venir les chercher.

En conclusion, rien dans le dossier actuellement en instance à la Préfecture de la Vienne (bureau des frais d'occupation) ne concerne de près ou de loin la reconstruction des installations de la S.N.C.F. détruites lors du bombardement de la gare de POITIERS, et dans ces conditions aucune dépense ne paraît pouvoir être prise en charge, même à titre d'avance par la S.N.C.F.

Pr le Chef du Service de la Voie et des  
Bâtiments,  
l'Ingénieur en Chef de la Division du  
Service Général,  
signature.

P.S.- Je vous transmets ci-jointe, une lettre avec 2 annexes que vient de nous adresser M. DURAND, boucher à ANGOULEME, 13 Place Marengo.

.....



Il n'a pas été accusé réception.

M. DURAND prétend avoir fourni 1 803 kg de viande à l'organisation TODT, pour le personnel chargé du déblaiement de la gare d'ANGOULEME, après le bombardement du 15 juin 1945, et n'avoir jamais été indemnisé de cette fourniture. Le Ministère des Finances aurait fait connaître à M. DURAND que le règlement de ses factures devait être effectué par la S.N.C.F. Je pense que cette affaire doit être liée à celles évoquées par votre transmission Vt TX 32/240.



DIRECTION DE  
LA  
COMPTABILITE GENERALE

Bureau :  
Service Central des réquisitions  
allemandes

3e SECTION

N° 72 470

PARIS, le 27 novembre 1945

LE MINISTRE DES FINANCES

à Monsieur le Préfet de la VIENNE  
Service des Frais d'Occupation  
30, rue Théophraste Renaudot, 30

- POITIERS -

objet : Paiement des dépenses entraînées par les travaux de  
déblaiement des voies ferrées détruites par  
bombardement.

référence : Lettre N° G 2186 du 3 août 1945  
2233

En réponse à votre lettre citée en référence,  
j'ai l'honneur de vous faire connaître que la S.N.C.F. a été  
invitée à régler, à titre d'avance, les dépenses afférentes à  
l'exécution, sur l'ordre de l'ennemi, des travaux entraînés  
par la réfection des voies ferrées détruites à la suite de  
bombardement ou d'actes de sabotage.

Il a été signalé à cette Société qu'un dossier  
afférent aux travaux de cette nature se trouvait en instance  
dans vos services.

Ci-joint, en retour, les pièces communiquées.

P/ le Ministre des Finances

P/ le Directeur de la Comptabilité Générale  
Le Chef du Service Central  
des réquisitions allemandes,

(s) ILLISIBLE.



6 Novembre 1944

N° E/2 186  
2 233

## Le MINISTRE des FINANCES

Direction de la Comptabilité Générale

Service Central des Réquisitions Allemandes

à P A R I S

OBJET : Financement de certains travaux consécutifs au bombardement de la gare de Poitiers le 13 Juin 1944.

-----

A la suite du bombardement de la gare de Poitiers le 13 Juin 1944, et aux fins de remettre en état dans le moindre délai possible, les voies ferrées, les dépôts, les routes longeant les voies ferrées, différentes installations des P.T.T. les autorités allemandes amenaient sur place d'importantes équipes de l'Organisation TODT. Pour les renforcer, ils réquisitionnaient, en invoquant les dispositions de l'article 52 de la convention de la Haye, le personnel de plusieurs entreprises de construction de Poitiers.

Ces ouvriers furent employés aux travaux suivants :

- 1° - au déchargement de wagons de trains détruits en gare,
- 2° - au transbordement de marchandises ainsi récupérées ou au transport de ces marchandises en des dépôts allemands,
- 3° - à l'exécution de tranchées en vue de la découverte de canalisations électriques à réparer,
- 4° - à l'exécution de tranchées pour le rétablissement de lignes de télécommunications à grande distance,
- 5° - à l'aménagement d'un immeuble des P.T.T. remplaçant un autre détruit (pose d'amplificateur, de dynamos, de tableaux de commandes, etc...),
- 6° - au déplacement de matériel en vue de l'accès au relais du Boulevard du Grand Cerf pour récupération de matériel Travaux de béton pour la conservation de la chambre de raccordement des câbles,
- 7° - à l'exécution de tranchées-abris et de plates-formes D.C.A. près de la gare de Poitiers et de la gare de triage de Saint-Benoît près Poitiers,
- 8° - à la construction d'un abri destiné au Général Allemand résidant à Poitiers,
- 9° - au déblaiement des voies publiques des alentours de la gare.
- 10° - à des corvées diverses.

.....



Tous ces travaux furent exécutés sous le commandement et sous le contrôle des autorités allemandes. Le Service des Ponts et Chaussées n'était autorisé qu'à constater chaque jour le nombre d'ouvriers de chaque entreprise ayant pris le travail. Le personnel des différentes équipes changeait chaque jour et les ouvriers d'entreprises diverses furent occupés une matinée pour tels travaux, un après-midi pour tels autres, etc...

Par ailleurs, les autorités allemandes :

- 1° - avaient invité les différentes entreprises, sous promesse de remboursement, à avancer elles-mêmes les salaires de leurs ouvriers ;
- 2° - avaient procédé à la réquisition d'une grande quantité de fromages qu'ils distribuaient chaque jour aux ouvriers à titre de ration supplémentaire pour les encourager au travail.

Lorsque le 18 Juillet 1944 les différentes entreprises s'adressèrent aux autorités allemandes, aux fins d'obtenir le remboursement des salaires avancés, celles-ci téléphonèrent à la Préfecture :

"En principe tous les ouvriers sont payés par la S.N.C.F.. Cependant, pour des raisons diverses, les Préfectures avancent ces sommes. Ceci se fait partout, sauf à Poitiers. Nous voudrions connaître la personne de la Préfecture chargée de liquider cette question, afin de pouvoir la régler".

C'est ainsi que le Service des Frais d'Occupation se mit en relation avec le Dr. SCHERER, Administrateur Supérieur de l'Armée d'occupation. Il lui fut déclaré, par l'intermédiaire de son adjoint, que le Service départemental des Frais d'Occupation ne pouvait avancer les frais résultant de l'ensemble des travaux, qu'au vu :  
d'un ordre écrit de la Feldkommandantur,  
d'un refus formel de celle-ci de régler elle-même ces prestations,  
d'un ordre et d'un refus analogues de l'Intendant du District B à Angers,  
d'un engagement à remboursement de ce dernier,  
d'une autorisation de votre part.

Aucune suite ne fut donnée du côté allemand à cette conversation.

Par lettre en date du 26 Juillet 1944, la Société des Routes Economiques agissant au nom de toutes les entreprises intéressées, vraisemblablement après avoir pris ~~immédiatement~~ contact avec les autorités allemandes, intervenait auprès de M.le Préfet, aux fins d'obtenir le paiement des travaux dont le règlement provisoire incombait, suivant les autorités allemandes, au Service des Frais d'Occupation.

Aucune suite n'ayant été donnée à cette lettre, le Directeur de la même entreprise par lettre en date du 4 Août 1944 écrivait à M.le Préfet :

"Nous vous serions obligés de vouloir bien nous faire connaître la solution que vous avez adoptée avant le 8 Août, avant que nous ne soyons encore contraints d'écrire à nouveau les autorités d'occupation que nous ne pouvons résoudre la question du paiement des travaux effectués en vertu de leur ordre de réquisition".

Le 8 Août 1944, lors d'une entrevue entre le Directeur de cette Société, un représentant du Service des Ponts et Chaussées, le Chef et le Chef Adjoint du Service des Frais d'Occupation ; le premier déclarait que la situation de trésorerie ne permettait pas aux différentes entreprises de continuer à avancer les salaires de leurs ouvriers et que certainement les autorités allemandes prendraient des sanctions si, au retour de l'entrevue la question du remboursement de la totalité

.....



des salaires avancés par les entreprises intéressées, ne se trouvait pas réglée.

C'est dans ces conditions et sous la menace, qu'en application des dispositions de la circulaire N°84 du Chef du Gouvernement en date du 5 Août 1944, accordant à MM. les Préfets Régionaux les prérogatives ministérielles en cas de rupture des communications, M. le Préfet Régional a cru devoir prendre un arrêté autorisant le règlement, à titre d'avance, par imputation au compte 15-190, ligne 5, Chapitre 22, des factures se rapportant aux travaux énumérés ci-dessus sous I à 8 et 10.

Les frais résultant du déblaiement des voies publiques (énumérés sous 9) furent réglés par le Service des Ponts et Chaussées.

Les factures s'élevant à francs :

1 119 283.- pour les divers travaux- (énumérés de I à 8 et 10),  
221 517.- pour les fournitures de fromages (rations supplémentaires pour les ouvriers occupés à ces travaux),  
furent ainsi réglées.

Ayant mandaté ces jours derniers le reste des factures se rapportant à ces travaux, s'élevant à environ 600 000 f M. le Trésorier Payeur Général, se conformant aux dispositions de votre circulaire N°318 R.A. du 18 Septembre 1944, a cru devoir rejeter cette dépense.

Or, le maintien de cette mesure frapperait durement quelques entreprises, par rapport à d'autres, dont les factures avaient été réglées avant l'arrivée de votre circulaire citée ci-dessus.

Je vous serais, en conséquence, très obligé de vouloir bien autoriser cette dépense à titre d'avance et par imputation au compte 15-190, ligne 5, chapitre 22.

Par la suite, la question se posera de savoir qui aura à supporter en définitive les avances ainsi faites par le Service des Frais d'Occupation.

A mon avis, devraient être prises en charge par la S.N.C.F. :

- a) - les dépenses se rapportant au déchargement des wagons et
- b) - au transbordement des marchandises récupérées ou au transport de ces marchandises dans les dépôts allemands,
- c) - à l'exécution de tranchées en vue de la découverte de canalisations électriques à réparer.

Par la Direction des Câbles souterrains des P.T.T. :

- a) - les dépenses se rapportant à l'exécution de tranchées pour le rétablissement des lignes de télécommunication à grande distance,
- b) - aux travaux de déplacement de matériel en vue de l'accès aux relais du Boulevard du Grand Cerf pour récupération de matériel et aux travaux de béton pour la conservation de la chambre de raccordement des câbles.

Par les P.T.T. :

les dépenses se rapportant à l'aménagement d'un immeuble P.T.T. remplaçant un autre détruit.



Par les Autorités allemandes :

- a) - les dépenses se rapportant à l'exécution de tranchées-abris et de plates-formes de D.C.A. près de la gare de Poitiers et de Saint-Benoît,
- b) - à la construction d'un abri destiné au Général allemand,
- c) - à des corvées diverses.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire parvenir toutes instructions utiles à ce sujet.

LE PREFET de la VIENNE,



MEMOIRES PAYES PAR LA PREFECTURE DE LA VIENNE

DESIGNATION	SOMMES
<u>I - Déchargement de wagons et manutentions diverses</u>	
Décompte Sté Générale des Routes Economiques	6 133
- Fonderie Rocher	55 035
- Les Petits-Fils de P.W. Morch	11 499
- Les Etablissement Raynaud Blanchard	7 675
- Garnier Frères	3 450
- Grolleon et Foideau	27 596
- -d°-	12 891
- Le Progrès	8 295
- Brault	1 495
- Drouard Frères	12 266
- Charpentier	3 330
- Chabouty	13 067
- -d°-	4 156
- Pulguinet	31 306
- Barot	1 914
<u>II - Manutentions de marchandises, déchargement de wagons</u>	
Décompte Sté Générale Routes Economiques	104 577
- Rocher	39 633
- Chabouty	2 242
- Sire et Martinière	1 331
- Fraternelles	10 206
	<u>358 097</u>



195 JAN 1946

Monsieur le Directeur du Service Central  
des Installations Fixes et de  
la Construction.

Vous avez terminé votre lettre Vtv. 1x 52 en date du 7 janvier 1946, relative à des prestations fournies par la Préfecture du Département de la Vienne aux Allemands à la suite des bombardements des gares de Poitiers et d'Angoulême, en concluant que la S.N.C.F. ne doit pas intervenir dans le règlement de ces prestations dont aucune n'a été faite au bénéfice de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, pour répondre à votre demande, que je suis entièrement d'accord sur cette conclusion.

Le Chef du Service technique  
de la Direction Générale,

signé: INDGAS



Service Central des  
Installations Fixes  
et de la Construction

22 JAN. 1946

Règlement aux Préfectures  
de la Vienne et de la  
Charente de prestations  
fournies à la suite de  
destructions par bombardements

Monsieur le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments  
de la Région du SUD-OUEST

Vtv T X 32

254

*M. Torgue*  
Suite à votre lettre n° 7 455 du 26 décembre 1945, relative au règlement de prestations fournies par la Préfecture de la Vienne aux autorités allemandes pendant l'occupation.

Aucune des prestations en cause n'ayant été faite au bénéfice de la S.N.C.F. et ne pouvant dans l'avenir faire l'objet d'un règlement au titre "Dommages de Guerre", je suis comme vous d'avis que la S.N.C.F. ne doit pas intervenir dans le règlement de ces dépenses, même au titre d'avance.

Je répondrai dans ce sens au Ministre des Finances, lorsque les affaires intéressant d'autres départements auront été instruites, mais vous pouvez d'ores et déjà préciser au Préfet de la Vienne la position prise par la S.N.C.F.

D'autre part, la Région OUEST que j'avais consultée pour des prestations fournies par la Préfecture de la Charente, m'avise que ces dernières résultent des bombardements d'Angoulême, les 15 juin et 14 août 1944, et consisteraient en frais de main d'oeuvre, de transport et de nourriture de personnel requis. La Région OUEST n'ayant pu obtenir plus de précisions notamment sur le montant des prestations en cause, et cette affaire intéressant votre Région, je vous prie de la poursuivre d'urgence et de me renseigner comme vous l'avez fait pour les prestations intéressant la Préfecture de la Vienne.

Signé : Porchez

COPIE pour Monsieur le Chef du Service Technique de la Direction Générale, suite à sa lettre O 6811 du 15 janvier 1946.

Fr. le DIRECTEUR

L'Ingénieur en Chef,

Chef de la Division Centrale de l'Entretien

22 JAN 1946



12 Mars 1946

Règlement des dépenses  
consécutives à la réfection  
des voies ferrées détruites  
à la suite de bombardements  
ou d'actes de sabotage.

-----  
Vtv. TX 32  
264

Monsieur le Ministre,

D 61341/6

*m. Toupin*  
7  
Par lettre N° 72 430 du 27 Novembre 1945, vous m'avez deman-  
dé de régler à titre d'avance divers mémoires en instance de  
paiement dans les Préfectures de la Charente, de Saône-et-Loire,  
de Seine-et-Marne et de la Vienne, relatifs à des prestations  
fournies à la suite de destructions de voies ferrées par bombarde-  
ments ou actes de sabotage.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après examen des dossiers,  
ordre a été donné aux Services locaux de régler les dépenses in-  
téressant la S.N.C.F. et devant donner lieu ultérieurement à un  
règlement au titre "Dommages de guerre".

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes  
sentiments de haute considération.

signé : LEMAIRE.

Monsieur le Ministre des Finances,  
Direction de la Comptabilité Générale,  
Service Central des Réquisitions allemandes,  
3ème Section.

ADRESSE au SERVICE CENTRAL DES INSTALLATIONS FIXES ET DE LA CONSTRUCTION  
COPIE à : MM. DUGAS - LAGNACE - Services F et B



Service Central des  
Installations Fixes  
et de la Construction

6 MARS 1946

Règlement des dépenses  
consécutives à la réfection  
des voies ferrées détruites  
à la suite de bombardements  
ou d'actes de sabotage

Monsieur le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments  
de la Région du SUD-OUEST

Vtv Tx 32

263

Suite à votre lettre N° 1078 du 9 Février 1946 relative au  
règlement de prestations fournies par la Préfecture de la Charente.

*M. Bouguet*  
Je suis comme vous d'avis que la S.N.C.F. peut participer  
à la dépense de f. 215 000 relative au transport et à la nourri-  
ture du personnel requis et ce dans une large part puisque cette  
main-d'oeuvre a été employée en grande partie pour nos besoins  
propres ; je vous laisse le soin de déterminer cette part en accord  
avec les Services de la Préfecture.

*Chy*  
Je suis également d'avis de rejeter le mémoire de f. 80 000  
établi par la Mairie de Ruelle et qui ne semble avoir été établi  
que pour donner satisfaction à des réclamations pressantes de  
requis dont l'emploi ne peut être justifié.

Quant au règlement de la somme de f. 1 138 885 correspondant  
à de la main-d'oeuvre effectivement fournie à la S.N.C.F., il y a  
lieu d'attendre que le remboursement nous en soit demandé par les  
Services de la Préfecture, vous aurez alors à déterminer en  
accord avec ceux-ci la part nous intéressant.

Signé : Porchez

COPIE pour Monsieur le Chef du Service Technique de la Direction Générale -  
suite à sa lettre O n° 6912 du 21 Février 1946.

Je vous adresse, ci-joint, pour signature par M. le Directeur Général  
un projet de réponse au Ministre.

LE DIRECTEUR

26 MARS

*non*



21 FEB 1946

O n° 69/21

Monsieur le Directeur du Soc Central  
des Installations Fixes et de  
la Construction.

En réponse à votre lettre Vtv Tx 32/260  
du 16 février 1946 relative à des prestations  
fournies à la Région du Sud-Ouest dans le dé-  
partement de la Charente à la suite de des-  
tructions par bombardements, j'ai l'honneur de  
vous faire connaître que je suis entièrement  
d'accord sur les conditions dans lesquelles  
vous envisagez de procéder au règlement de  
cette affaire.

Le Chef du Service technique  
de la Direction Générale,

Exp. 137945



S.N.C.F.

Service Central des  
Installations Fixes  
et de la Construction

Règlement aux Préfectures de  
Seine-et-Marne, de Saône-et-  
Loire, de la Vienne et de la  
Charente de prestations four-  
nies à la suite de destruc-  
tions par bombardements

*mitaigue*  
*Ally*

16 FEV 1946

Monsieur le Chef du Service  
de l'Organisation Technique,

Vtv Tx 32. *260*

Suite à ma transmission du 7 décembre 1945 aux Services de la Voie et des Bâtiments, des Région EST, OUEST, SUD-OUEST et SUD-EST, de la lettre adressée à M. le Directeur Général le 27 novembre 1945 par le Ministère des Finances et relative à l'affaire visée en marge.

De l'examen de la réponse de la Région du SUD-OUEST, intéressée par les prestations fournies dans le Département de la Charente, et dont copie ci-jointe, il résulte :

- 1° - que la Préfecture de la Charente a réglé une somme de 1 138 885 f. représentant le salaire de requis embrigadés et contrôlés par l'organisation TODT et qui ont travaillé presque exclusivement pour la S.N.C.F.; notre service local ayant contrôlé le nombre d'ouvriers occupés sur nos chantiers est à même de vérifier le nombre de journées qui pourra nous être réclamé par la Préfecture de la Vienne,
- 2° - qu'un dossier est effectivement en instance de règlement et qu'il comporte
  - a) des factures de tiers ayant transporté à Angoulême des requis <sup>employés</sup> à tous travaux.
  - b) des factures de commerçants ayant fournis des denrées pour la nourriture de requis occupés à tous travaux (SNCF, Ville etc ...)
  - c) un état des ouvriers requis par la Mairie de Ruelle, établi pour donner satisfaction à une réclamation de requis de cette commune prétendant ne pas avoir été re indemnisés.

Je suis en conséquence, d'avis de rembourser à la Préfecture de la Charente, lorsqu'elle nous en fera la demande, la part intéressant la S.N.C.F. dans la somme de Frs. 1 138 885 qu'elle a réglée, de lui proposer d'intervenir, pour une part à débattre, dans les frais du transport et de nourriture du personnel requis et de rejeter purement et simplement la facture de 80 000 f qui a été établi par la Mairie de Ruelle.



Je vous serais obligé de me faire connaître si vous partagez ma manière de voir.

LE DIRECTEUR

P.J.

1 dossier à  
retourner après  
examen.



S.N.C.F.

Service Central des  
Installations Fixes  
et de la Construction

Vu.

Règlement aux Préfectures  
de la Charente, de  
Saône-et-Loire, de  
Seine-et-Marne et de la  
Vienne de prestations  
fournies à la suite de  
destructions par bombar-  
dements.

13 FÉV. 1946

Monsieur le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments  
de la Région EST

Vtv Tx 32

151

*M. Tournier*  
*Ruy*

Je vous retourne ci-joint les bordereaux  
que vous m'avez communiqués par votre note précitée et  
vous prie de procéder d'urgence au règlement de ces  
dépenses, à l'exclusion toutefois de celles occasionnées  
par le travail supplémentaire des employés de Mairies,  
ainsi que les imprimés pour réquisitions. Il conviendra  
également de tenir compte de la rectification que vous  
avez signalée page 8 du bordereau de frs: 9 846 685  
(double facturation d'une somme de frs: 127 342).

A { Vous voudrez bien vous mettre en rapport avec la  
Région du SUD-EST, à qui j'adresse copie de la présente,  
afin qu'elle procède, de son côté, au mandatement des  
factures qui lui sont imputables.

6 p.j.

Signé : PORCHEZ

-----  
Copie pour Monsieur le Chef du Service de l'Organisation  
Technique, suite à sa note O 6870 du 6 Février 1946.

13 FÉV 1946

P. le Directeur :

-----  
Copie pour Monsieur le Chef du Service de la Voie et des  
Bâtiments de la Région du SUD-EST, prié de faire le néces-  
saire pour A.



U. N. T. E

hb

O. N.° 6870

8. FÉV 1946

Monsieur le Directeur du Service Central  
des Installations Fixes et de la Construction

En réponse à votre lettre Vtv <sup>TX 32</sup><sub>256</sub> du 1er février  
1946 relative à des prestations fournies à la Région de  
l'Est dans le département de Seine-et-Marne à la suite  
de destructions par bombardements, j'ai l'honneur de  
vous faire connaître que je suis d'accord pour qu'il  
soit procédé au règlement des dépenses dont le relevé  
est joint à la lettre précitée, à l'exclusion toutefois  
de celles occasionnées par le travail supplémentaire des  
employés de mairie ainsi que par les fournitures d'im-  
primés pour réquisitions.

Le Chef du Service technique  
de la Direction Générale,

*Signé: DUGAS*



---  
Service central  
des  
Installations Fixes  
et de la Construction  
---

1 - FÉV. 1946

Règlement aux Préfectures  
de la Charente, de Saône  
et Loire, de Seine-et-Marne  
et de la Vienne, de pres-  
tations fournies à la suite  
de destructions par bom-  
bardements

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale

Vtv. TXE  
256

*autographe*  
*dy*  
Suite à ma transmission du 7 Décembre 1945 aux Services VB  
des Régions Est, Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est de la lettre adressée  
à M. le Directeur Général le 27 Novembre 1945 par le Ministère  
des Finances et relative à l'affaire visée en marge, je vous adresse  
ci-joint, en communication, la réponse de la région de l'Est  
intéressée par les prestations fournies dans le Département de  
Seine et Marne.

Je suis d'avis de régler ces dépenses au titre d'avance comme  
le demande le Ministre, à l'exclusion toutefois de celles occasion-  
nées par le travail supplémentaire des employés de Mairies ainsi  
que les fournitures d'imprimés pour réquisitions.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître  
si vous partagez ma manière de voir.

Pièce jointe

LE DIRECTEUR

---  
1 dossier  
à retourner  
après examen



1967



MINISTÈRE DES FINANCES

PARIS, le 27 Novembre 1945

Direction de la Comptabilité  
Générale

Service Central des Réqui-  
sitions allemandes

3ème Section

N° 7243 0

"Monsieur DUGAS  
renseigne-toi et parle-m'en"

signé : GOURSAT

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
29 NOV 1945	
Dossier D 673411 6	N° 33

Objet : Règlement des  
dépenses consécutives à  
la réfection des voies  
ferrées détruites à la  
suite de bombardements  
ou d'actes de sabotage

Monsieur le Directeur,

Au cours de l'occupation, les autorités alle-  
mandes ont, à diverses reprises, exigé des Préfets  
la fourniture de main-d'oeuvre et de moyens de  
transport pour la réfection des voies ferrées et  
installations ferroviaires détruites à la suite de  
bombardements ou d'actes de sabotage et se sont re-  
fusées à régler les dépenses correspondantes.

Aux termes d'un texte actuellement à l'étude, les dépenses de  
reconstruction des voies, ouvrages d'art, installations fixes et  
bâtiments du chemin de fer, détruits ou endommagés du fait de la  
guerre, seront prises en charge par l'Etat au titre de la législa-  
tion sur les dommages de guerre.

En vue toutefois de ne pas retarder le paiement des mémoires  
présentés depuis plus d'un an par les prestataires intéressés, je  
vous serais obligé de vouloir bien faire l'avance des frais en cause  
qui seront remboursés ultérieurement à la S.N.C.F.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien adresser toutes  
instructions utiles à vos Services pour que les dossiers de l'espèce  
actuellement en instance dans les préfectures soient réglés par eux  
et je vous signale à cet effet que des dossiers afférents aux tra-  
vaux de cette nature ont été déposés dans les Services départemen-  
taux des réquisitions allemandes des départements de la Charente,  
de Saône-et-Loire, de Seine-et-Marne et de la Vienne.

J'attacherais du prix à être tenu informé de la suite qu'il  
vous aura été possible de réserver à cette affaire.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma parfaite  
considération.

signé .....

Monsieur le Directeur de la S.N.C.F.  
88, rue St-Lazare, PARIS

ADRESSE à : "M. DUGAS - renseigne-toi et parle-m'en" pour attributions  
M. LAGNACE - SERVICE DU BUDGET - SERVICE DE LA COMPTABILITE  
GÉNÉRALE ET DES FINANCES - SERVICE CENTRAL DES INSTALLATIONS  
FIXES ET DE LA CONSTRUCTION -

*M. Taugue*  
*M. Lagnace*  
*il y a remboursement*  
*le cadre*  
*départemental*  
*est valable*  
*après la*  
*SNCF*



29 JUIN 1947

sb.

DIU 91/20/L

28621

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre lettre 4421 du 7 juin 1947 émanant du Service du Contrôle-  
2ème Bureau-, j'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après mes observations sur  
la demande d'attribution de wagons frigorifiques placés sous séquestre, formulée  
par les Etablissements Paul MILLET et Cie à Danjoutin-Belfort :

Tout d'abord, il n'est pas exact que des wagons isothermes d'origine ex-ennemi  
aient été mis à disposition de la S.N.C.F. en vue de leur affectation à des  
transports de lait, ainsi que l'ont écrit les Etablissements Paul MILLET et Cie  
dans leur lettre du 10 Mars 1947 au Ministère de l'Economie Nationale.

L'Administration des Domaines a, en effet, confié à la S.N.C.F. le soin d'as-  
surer la gestion d'un parc de wagons isothermes et réfrigérants ex-ennemis sans  
qu'il soit précisé à quelle nature de trafic ces wagons devraient être affectés.

La S.N.C.F. a chargé de l'exploitation de ce matériel la S.T.E.F. qui assure  
déjà, par ailleurs, celle du parc des wagons réfrigérants et isothermes lui ap-  
partenant en propre ou appartenant à la S.N.C.F.-

Il a toujours été considéré que les wagons en question étaient destinés à  
combler les pertes subies par le parc spécialisé de la S.N.C.F. et de la S.T.E.F.  
du fait de la guerre et de l'occupation.

Aussi bien, lorsque la Maison Marcel MILLET avait exprimé à l'Administration  
des Domaines de la Seine le désir de disposer d'un certain nombre de wagons iso-  
thermes ou réfrigérants ex-ennemis, cette demande avait été retenue et une attribu-  
tion lui avait été faite au prorata des pertes de matériel de même nature qu'elle-  
même avait subies.

En ce qui concerne la Maison Paul MILLET, il ne paraît pas possible de prévoir  
en sa faveur une attribution quelconque car, d'après nos renseignements, le nombre  
de wagons isothermes qu'elle exploite (15 wagons) est exactement le même que celui  
qu'elle exploitait avant guerre.

Cette Maison n'a donc subi, dans ce secteur particulier de son parc, aucune  
perte qu'il y ait lieu de compenser.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute  
considération.

LE DIRECTEUR GENERAL, *adj.*

*Signé* ARMAND

Monsieur le Ministre  
des Travaux Publics et des Transports.  
Direction Générale des Chemins de fer  
et des Transports.



MINUTE

29 Juni 1947. sb.

D 749 1520/2

27/6

2862

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre lettre 4421 du 7 juin 1947 émanant du Service du Contrôle-2ème Bureau-, j'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après mes observations sur la demande d'attribution de wagons frigorifiques placés sous séquestre, formulée par les Etablissements Paul MILLET et Cie à Danjoutin-Belfort :

Tout d'abord, il n'est pas exact que des wagons isothermes d'origine ex-ennemie aient été mis à disposition de la S.N.C.F. en vue de leur affectation à des transports de lait, ainsi que l'ont écrit les Etablissements Paul MILLET et Cie dans leur lettre du 10 Mars 1947 au Ministère de l'Economie Nationale.

L'Administration des Domaines a, en effet, confié à la S.N.C.F. le soin d'assurer la gestion d'un parc de wagons isothermes et réfrigérants ex-ennemis sans qu'il soit précisé à quelle nature de trafic ces wagons devraient être affectés.

La S.N.C.F. a chargé de l'exploitation de ce matériel la S.T.E.F. qui assure déjà, par ailleurs, celle du parc des wagons réfrigérants et isothermes lui appartenant en propre ou appartenant à la S.N.C.F.-

Il a toujours été considéré que les wagons en question étaient destinés à combler les pertes subies par le parc spécialisé de la S.N.C.F. et de la S.T.E.F. du fait de la guerre et de l'occupation.

Aussi bien, lorsque la Maison Marcel MILLET avait exprimé à l'Administration des Domaines de la Seine le désir de disposer d'un certain nombre de wagons isothermes ou réfrigérants ex-ennemis, cette demande avait été retenue et une attribution lui avait été faite au prorata des pertes de matériel de même nature qu'elle-même avait subies.

En ce qui concerne la Maison Paul MILLET, il ne paraît pas possible de prévoir en sa faveur une attribution quelconque car, d'après nos renseignements, le nombre de wagons isothermes qu'elle exploite (15 wagons) est exactement le même que celui qu'elle exploitait avant guerre.

Cette Maison n'a donc subi, dans ce secteur particulier de son parc, aucune perte qu'il y ait lieu de compenser.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE DIRECTEUR GENERAL, *adjo*

Monsieur le Ministre  
des Travaux Publics et des Transports.  
Direction Générale des Chemins de fer  
et des Transports.

*Adjo Amund*



Paris, le 24 Juin 1947

5504

Monsieur TOUGNE,

Surin. O.

Je vous retourne ci-jointe la demande d'attribution de wagons réfrigérants formulée par les Etablissements Paul MILLET, que vous m'avez transmise pour examen en vue de la réponse à donner à la lettre, également jointe, du Ministère des Travaux Publics.

Tout d'abord, il n'est pas exact que des wagons isothermes d'origine ex-ennemie aient été mis à disposition de la S.N.C.F. en vue de leur affectation à des transports de lait, ainsi que l'ont écrit les Etablissements Paul Millet et cte dans leur lettre du 10 mars 1947 au Ministère de l'Economie Nationale. L'Administration des Domaines a confié à la S.N.C.F. le soin d'assurer la gestion du parc des wagons isothermes et réfrigérants ex-ennemis sans qu'il soit précisé à quelle nature de trafic ils devraient être affectés.

La S.N.C.F. a chargé de l'exploitation de ce matériel la S.T.E.F. qui assure déjà, par ailleurs, celle du parc des wagons réfrigérants et isothermes lui appartenant en propre ou appartenant à la S.N.C.F.

Il a toujours été considéré que les wagons en question étaient destinés à combler les pertes subies par le parc spécialisé de la S.N.C.F. et de la S.T.E.F. du fait de la guerre et de l'Occupation.

Aussi bien, lorsque la Maison Marcel MILLET avait exprimé à l'Administration des Domaines de la Seine le désir de disposer d'un certain nombre de wagons isothermes ou réfrigérants ex-ennemis, cette demande avait été retenue et une attribution lui avait été faite au prorata des pertes de matériel de même nature qu'elle-même avait subies.

En ce qui concerne la Maison Paul MILLET, il ne paraît possible de prévoir en sa faveur une attribution quelconque car, d'après nos renseignements, le nombre de wagons isothermes qu'elle exploite (15 wagons) est exactement le même que celui qu'elle exploitait avant guerre.

.....

1 Don en joint



Cette Maison n'a donc subi, dans ce secteur  
particulier de son parc, aucune perte qu'il y ait lieu  
de compenser.

L'Inspecteur Principal,

*Tous*



SL  
14 JUIN 1947

13 JUIN 1947

Paris, le 17 JUIN 1947

Ministère  
des Travaux Publics  
et  
des Transports

244, Boulevard St Germain (7<sup>e</sup>)  
Tél: Littré 46-40 à 46-50  
50-10

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS		
DIRECTION GÉNÉRALE		
27 JUIN 1947		
Dossier		Fiche N°
D 1491/20	2	30

Direction Générale  
des chemins de fer et  
des Transports

Service du Contrôle  
des Transports par fer

2ème Bureau

N° 4421

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTS,

à Monsieur le DIRECTEUR GÉNÉRAL de la SOCIÉTÉ  
NATIONALE des CHEMINS de FER FRANÇAIS.

Copies adressées à  
SERVICE TECHNIQUE  
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE  
POINT DE RÉPONSE À LA DIRECTION DE  
LE MINISTRE GÉNÉRAL

Par lettre du 24 mars 1947, M. le Ministre de  
l'Economie Nationale m'a transmis copie d'une lettre du 10  
mars des Etablissements Paul MILLET et Cie à Danjoutin-Bel-  
fort relative à la demande d'attributions de wagons frigo-  
rifiques placés sous séquestre qu'ils avaient présentée.

J'ai l'honneur de vous communiquer cette affai-  
re, en vous priant de vouloir bien, après examen de concert  
avec l'Administration des Domaines, me faire connaître vos  
observations dans le plus court délai possible.

Par autorisation :  
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTS,

Le Sous-Directeur

*[Signature]*

01820 | 1  
Rép. 2  
Ce timbre doit rester  
adhérent à la pièce



27 JUIN 1947

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 35

DE LA COLLECTION.

COMMUNICATIONS.

Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports

BORDEREAU D'ENVOI.

à Monsieur le DIRECTEUR GENERAL

Service du Contrôle  
des Transports par fer

de la S.N.C.F.

2ème Bureau

4421

Paris, le 26 JUIN 1947 19

DESIGNATION DES PIÈCES.	NOMBRE.	OBSERVATIONS.
<p>16 juin 1947. Lettre n° 5412 du Ministère de l'Economie Nationale, Direction des Programmes Economiques Service des Programmes Industriels, Sous-Direction de l'Equipement Indus- trial, transmettant copie d'une lettre des Etablissements Paul Millet et Cie à Danjoutin-Belfort, relative à la demande d'attributions de wagons fri- gorifiques placés sous séquestre qu'ils avaient présentée.</p>	1	<p>Communiqué pour observations comme suite à ma lettre du 7 juin avec prière de renvoi.</p>
<p>Pièce jointe</p> <p>Copie de la lettre des Etablis- sements Paul Millet et Cie</p>	1	<p>Par autorisation: Le Sous-Directeur des Chemins de fer et des Transports,</p>



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
16 JUIN 1947

MINISTÈRE  
DE  
L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le Ministre de l'Economie Nationale

à Monsieur le Ministre des Travaux  
Publics et des Transports  
Direction Générale des Chemins  
de Fer et des Transports  
244, Boulevard St-Germain  
P A R I S

DIRECTION  
DES  
PROGRAMMES ÉCONOMIQUES

23, Avenue Franklin Roosevelt  
P A R I S (8°)

Service des Programmes  
Industriels  
S/ Direction de l'Équipement  
Industriel



II N°... 5112

OBJET: Attribution de wagons  
isothermes à l'Entreprise  
Paul MILLET & Cie.

Par lettre en date du 28 Novembre 1946 je vous  
avais transmis la copie d'une réclamation formulée par  
l'Entreprise P. MILLET & C° au sujet de la répartition  
des wagons isothermes récupérés en Allemagne.

Par lettre en date du 24 Décembre 1946 vous  
m'avez fait connaître que la requête formulée par les  
Etablissements P. MILLET & C° pourrait faire l'objet  
d'une suite favorable s'il était démontré que cette  
entreprise exploite des wagons isothermes et que ces  
wagons sont bien affectés à des transports d'intérêt  
public.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint  
copie de la lettre que m'adresse l'Entreprise P. MILLET  
& C° à ce sujet et je vous demande de bien vouloir me  
faire connaître la décision que vous aurez prise en  
ce qui concerne les attributions demandées par cette  
entreprise.



Pour le Ministre de l'Economie Nationale  
et autorisé  
Le Directeur des Programmes Économiques



## ENTREPRISE PAUL MILLET &amp; Cie - Wagons et Bateaux-citernes

Siège Social &amp; Direction Générale

DANJOUTIN - BELFORT

Télégr. Millet-Danjoutin

Téléphone: Danjoutin N°4

C.C. Postal Dijon 495-10

R.C. Belfort 9.108 - B

Correspondant

PARIS

10, rue d'Alger

Tél. Opéra 80-84

~~Danjoutin-Danjoutin~~

Monsieur le Directeur des  
Programmes Economiques du Ministère  
de l'Economie Nationale  
23, Avenue Franklin Roosevelt  
P A R I S

=====

Monsieur le Directeur,

V/REF.65II I RD/MR 47/2/25 BAL.15-80 à 85.P.520.  
F. 219 (Bis)

OBJET : Attribution de wagons-isothermes  
prélevés en Allemagne.

Par lettre N° 1552 du 25 Février dernier, vous avez bien voulu nous demander si nous avions des observations à présenter sur le texte de la lettre de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, en date du 24 Décembre 1946 dont vous nous transmettez copie.

Cette lettre attire de notre part les observations suivantes :

- D'après nos renseignements, les wagons-isothermes en cause ont été affectés dans une proportion de 90% à des transports autres que ceux auxquels ils étaient primitivement destinés (transports de lait).

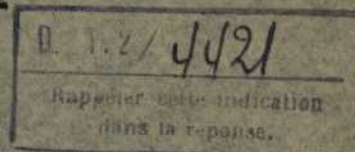
- Nous sommes en mesure, au même titre que les autres Sociétés, de gérer ce genre de wagons puisque nous en exploitons depuis plus de 25 années.

- Nous estimons avoir été lésés dans les attributions déjà effectuées et sommes décidés à mettre tout en oeuvre pour obtenir qu'une solution équitable intervienne, eu égard à la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons du fait des événements de guerre et du pillage de l'ennemi, qui nous ont privés de la jouissance de 150 wagons et 8 bateaux sur un parc respectif de 450 et 11.

C'est pourquoi, Monsieur le Directeur, nous faisons une nouvelle fois appel à votre bienveillance pour mettre cette affaire au point et effectuer les redressements nécessaires.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre parfaite considération.

Le Président du Conseil d'Administration  
Directeur Général: Signé: illisible.





CJ SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DE L'OUEST - EXPLOITATION - 13, Rue d'Amsterdam - PARIS (8<sup>e</sup>)  
Division Commerciale - Réclamations- EX.O.C.8.

V/réf. :

V/lettre du :

N/réf. Dr 102.035

Objet :

Paris, le

F3 SEPT 1947

RL7

194

*Touque*  
*[Signature]*  
Service Technique  
de la Direction Générale  
88 Rue St-Lazare

PARIS

Suite à votre note O-8707 du 26  
Juillet dernier concernant le règlement des  
frais de transport de wagons chargés de  
charpentes métalliques expédiés d'Allemagne  
à l'adresse des Ateliers de Construction  
au Havre.

Nous avons l'honneur de vous faire  
connaître que suivant les instructions de  
la Subdivision de la Comptabilité des Re-  
cettes 6ème Bureau, nous invitons la gare  
du Havre à se mettre en rapport avec le  
destinataire pour obtenir de ce dernier  
les certificats de livraison afférents aux  
expéditions en cause.

Les dits certificats permettront à  
la gare du Havre de se créditer des frais  
de transport susvisés sur la Subdivision de  
la Comptabilité des Recettes en vue de leur  
facturation au Ministère intéressé.

L'Inspecteur Principal,

*[Signature]*



S. N. C. F.

Paris, le 7 AOÛT 1953 19  
13, Rue d'Amsterdam (8<sup>e</sup> arr.).

Région de l'Ouest

EXPLOITATION

DIVISION COMMERCIALE

RÉCLAMATIONS

D<sup>e</sup> EXOC<sup>8</sup> N° 102.035

Rappeler très exactement  
dans la réponse l'indication  
ci-dessus.

NOTE

pour la Région *Sennu Technique*  
de la  
*Direction Générale* à PARIS.  
*88 rue St Lazare*

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre

lettre du 26 Juillet 1947

N° 8707, Dossier 0, concernant :

*des transports de charpentes métalliques  
d'Allemagne à destination des Ateliers de  
construction du Haue, expédiés par chemin  
à l'aide de Lettres de voiture Internationales  
au lieu de Bons de Transports Administratifs*

Nous nous occupons de l'affaire et nous vous  
donnerons réponse dans le plus bref délai possible.

Pour le Chef de l'Exploitation :

L'Inspecteur Principal,

*ARPE*



O n° 8707

26 JUIN 1947

- 1 pièce jointe -

Monsieur le Chef de la Division Commerciale  
de la Région de l'OUEST.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint copie d'une lettre adressée par le Directeur de l'Atelier de Construction du Havre à l'Office des Biens et Intérêts Privés et relative à des transports de charpentes métalliques d'Allemagne à destination du Havre.

Ces transports ayant par erreur fait l'objet de lettres de voiture internationales au lieu de déclarations d'expédition pour transports administratifs, la gare du Havre réclame aux Ateliers de Construction du Havre les frais de transport correspondants.

Cette erreur ayant été commise par le Représentant en Allemagne de l'Office des Biens et Intérêts Privés, cet Office, avec lequel nous sommes en relation pour la récupération de matériel S.N.C.F. spolié, nous demande si nous ne pourrions pas, pour régulariser les transports en question, admettre la procédure indiquée au dernier alinéa de la lettre du Directeur de l'Atelier de Construction du Havre.

Je vous serais obligé de bien vouloir examiner cette demande et me faire part de la suite qu'il convient de lui donner.

P. Le Directeur  
Chef du Service,

Signé : FEHUET



Direction des Etudes  
et Fabrications d'Armement.

ATELIER DE CONSTRUCTION DU HAVRE.

N° 7962 CM.

Objet : Eléments de charpentes  
Zone Britannique  
Feuilles de transport.

L'Ingénieur Militaire en Chef de 1ère classe PERDRIZET  
Directeur de l'Atelier de Construction du Havre

à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,  
Office des Biens et Intérêts Privés -  
146, Avenue de Malakoff, PARIS.-

(XVIème).

- 1 pièce jointe -

- à l'attention de M. POULLAIN (Service des Expéditions).-

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que la gare du Havre me réclame le paiement des frais de transports relatifs aux wagons mentionnés sur l'état ci-joint, chargés de charpentes métalliques en provenance de Gevelsberg et Wuppertal et parvenus au Havre les 19 - 24 mai et 24 juin 1944 par lettres de voiture, transport international, au lieu d'être accompagnés comme les autres envois des déclarations d'expédition par transports administratifs.

Je vous demande, en conséquence, de vouloir bien faire établir, de toute urgence, les déclarations en cause et les faire remettre aux gares transit pour transmission à la gare du Havre en vue de l'annulation et du remplacement des lettres de voitures internationales.

Vous voudrez bien me tenir au courant de la suite donnée à la présente en m'adressant les accusés de réception pour régularisation.

Je vous signale, d'autre part, que le wagon n° 95.799, annoncé comme parti de Gevelsberg le 8 mai en même temps que ceux dont je vous entretiens, n'est pas encore arrivé à destination. Il devra faire l'objet également, le cas échéant, d'une feuille de déclaration de transport administratif.

Je vous serais obligé, pour l'avenir, de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que tous les wagons provenant de la Zone Britannique soient accompagnés de lettres de voitures par transports administratifs.

Au cas où il serait malaisé de régulariser les envois en question, peut-être suffirait-il d'adresser à la gare du Havre une lettre de vos Services, lui spécifiant de présenter au Service chargé des paiements les lettres de voiture internationale en sa possession, sur lesquelles j'ai attesté la réception et spécifié que le paiement des frais de transport et de douane seront payés par le Service chargé des paiements (Service de l'Intendance Transports à Paris).

Atelier de Construction du Havre,  
Le Directeur,

(s) PERDRIZET.



Liste des wagons chargés de charpentes métalliques  
en provenance de Gevelsberg et Wuppertal, pour lesquels la gare  
du Havre réclame les frais de transport à l'Atelier de Construc-  
tion du Havre.

N° du wagon.	Provenance.	Contenu.	Tonnage.	Passage.	Arrivée au Havre.	Mode d'achemi- nement.
				1°- à Forbach		
S.2702 Angsbourg	Gevelsberg	Charpentes	13.010	10 mai 1947	19 mai 47	Lettre de voitu- re - P.V. internationale.
	Wuppertal	métalliques				
S.6168	"	"	19.350	"	"	"
S.5270	"	"	14.930	"	"	"
S.94664	Gevelsberg	"	17.890	12 mai 1947	24 mai 47	"
S.91543	"	"	17.750	"	"	"
S.6461	"	"	17.530	"	"	"
S.93250	"	"	15.730	16 mai 1947		"
				2°- à Apach transit.		
S. 3691	"	"	13.700	7 mai 1947	24 mai 47	"
S. 3478	"	"	7.470	"	"	"
8120(6.701)	"	"	12.400		24 juin 47	"

Destinataire :

Monsieur le Ministre des  
Affaires Etrangères.  
Office des Biens et Intérêts  
Privés.  
146, Avenue de Malakoff  
PARIS.- (XVIème).



Direction des Etudes  
et Fabrications d'Armement.

ATELIER DE CONSTRUCTION DU HAVRE.

N° 7962 GM.

Objet : Eléments de charpentes  
Zone Britannique  
Feuilles de transport.

- 1 pièce jointe.-

L'Ingénieur Militaire en Chef de 1ère classe PERDRIZET  
Directeur de l'Atelier de Construction du Havre

à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,  
Office des Biens et Intérêts Privés -  
146, Avenue de Malakoff, PARIS.-  
(XVIème).

- à l'attention de M. POULLAIN (Service des Expéditions).-

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que la gare du Havre me réclame le paiement des frais de transports relatifs aux wagons mentionnés sur l'état ci-joint, chargés de charpentes métalliques en provenance de Gevelsberg et Wuppertal et parvenus au Havre les 19 - 24 mai et 24 juin 1944 par lettres de voiture, transport international, au lieu d'être accompagnés comme les autres envois des déclarations d'expédition par transports administratifs.

Je vous demande, en conséquence, de vouloir bien faire établir, de toute urgence, les déclarations en cause et les faire remettre aux gares transit pour transmission à la gare du Havre en vue de l'annulation et du remplacement des lettres de voitures internationales.

Vous voudrez bien me tenir au courant de la suite donnée à la présente en m'adressant les accusés de réception pour régularisation.

Je vous signale, d'autre part, que le wagon n° 95.799, annoncé comme parti de Gevelsberg le 8 mai en même temps que ceux dont je vous entretiens, n'est pas encore arrivé à destination. Il devra faire l'objet également, le cas échéant, d'une feuille de déclaration de transport administratif.

Je vous serais obligé, pour l'avenir, de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que tous les wagons provenant de la Zone Britannique soient accompagnés de lettres de voitures par transports administratifs.

Au cas où il serait malaisé de régulariser les envois en question, peut-être suffirait-il d'adresser à la gare du Havre une lettre de vos Services, lui spécifiant de présenter au Service chargé des paiements les lettres de voiture internationale en sa possession, sur lesquelles j'ai attesté la réception et spécifié que le paiement des frais de transport et de douane seront payés par le Service chargé des paiements (Service de l'Intendance Transports à Paris).

Atelier de Construction du Havre,  
Le Directeur,  
(s) PERDRIZET.



Liste des wagons chargés de charpentes métalliques  
en provenance de Gevelsberg et Wuppertal, pour lesquels la gare  
du Havre réclame les frais de transport à l'Atelier de Construc-  
tion du Havre.

N° du wagon.	Provenance.	Contenu.	Tonnage.	Passage.	Arrivée au Havre.	Mode d'achemi- nement.
S.2702 Augsburg	Gevelsberg	Charpentes	13.010	1° - à Forbach 10 mai 1947	19 mai 47	Lettre de voitu- re - P.V. internationale.
S.6168	"	"	19.350	"	"	"
S.5270	"	"	14.930	"	"	"
S.94664	Gevelsberg	"	17.890	12 mai 1947	24 mai 47	"
S.91543	"	"	17.750	"	"	"
S.6461	"	"	17.530	"	"	"
S.93250	"	"	15.730	16 mai 1947		"
S. 3691	"	"	13.700	2° - à Apach transit. 7 mai 1947	24 mai 47	"
S. 3478	"	"	7.470	"	"	"
8120(6.701)	"	"	12.400		24 juin 47	"

Destinataire :

Monsieur le Ministre des  
Affaires Etrangères.  
Office des Biens et Intérêts  
Privés.

146, Avenue de Malakoff  
PARIS.- (XVIème).



Direction des Etudes  
et Fabrications d'Armement.

ATELIER DE CONSTRUCTION DU HAVRE.

N° 7962 GM.

L'Ingénieur Militaire en Chef de 1ère classe PERDRIET  
Directeur de l'Atelier de Construction du Havre

Objet : Eléments de charpentes  
Zone Britannique  
Feuilles de transport.

à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,  
Office des Biens et Intérêts Privés -  
146, Avenue de Malakoff, PARIS. -  
(XVIIème).

- 1 pièce jointe.-

- à l'attention de M. POULLAIN (Service des Expéditions).-

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que la gare du Havre me réclame le paiement des frais de transports relatifs aux wagons mentionnés sur l'état ci-joint, chargés de charpentes métalliques en provenance de Gevelsberg et Wuppertal et parvenus au Havre les 19 - 24 mai et 24 juin 1944 par lettres de voiture, transport international, au lieu d'être accompagnés comme les autres envois des déclarations d'expédition par transports administratifs.

Je vous demande, en conséquence, de vouloir bien faire établir, de toute urgence, les déclarations en cause et les faire remettre aux gares transit pour transmission à la gare du Havre en vue de l'annulation et du remplacement des lettres de voitures internationales.

Vous voudrez bien me tenir au courant de la suite donnée à la présente en m'adressant les accusés de réception pour régularisation.

Je vous signale, d'autre part, que le wagon n° 95.759, annoncé comme parti de Gevelsberg le 8 mai en même temps que ceux dont je vous entretiens, n'est pas encore arrivé à destination. Il devra faire l'objet également, le cas échéant, d'une feuille de déclaration de transport administratif.

Je vous serais obligé, pour l'avenir, de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que tous les wagons provenant de la Zone Britannique soient accompagnés de lettres de voitures par transports administratifs.

Au cas où il serait malaisé de régulariser les envois en question, peut-être suffirait-il d'adresser à la gare du Havre une lettre de vos Services, lui spécifiant de présenter au Service chargé des paiements les lettres de voiture internationale en sa possession, sur lesquelles j'ai attesté la réception et spécifié que le paiement des frais de transport et de douane seront payés par le Service chargé des paiements (Service de l'Intendance Transports à Paris).

Atelier de Construction du Havre,  
Le Directeur,  
(s) PERDRIET.



Liste des wagons chargés de charpentes métalliques  
en provenance de Gevelsberg et Wuppertal, pour lesquels la gare  
du Havre réclame les frais de transport à l'Atelier de Construc-  
tion du Havre.

N° du wagon.	Provenance.	Contenu.	Tonnage.	Passage.	Arrivée au Havre.	Mode d'achai- nement.
S.2702 Augsburg	Gevelsberg	Charpentes	13.010	1° - A Forbach	10 mai 1947	19 mai 47
	Wuppertal	métalliques				Lettre de voita- re - P.V. internationale.
S.6168	"	"	19.350	"	"	"
S.5270	"	"	14.930	"	"	"
S.94664	Gevelsberg	"	17.890	12 mai 1947	24 mai 47	"
S.91543	"	"	17.750	"	"	"
S.6461	"	"	17.530	"	"	"
S.93250	"	"	15.730	16 mai 1947		"
				2° - A Apach transit.		
S. 3691	"	"	13.700	7 mai 1947	24 mai 47	"
S. 3478	"	"	7.470	"	"	"
8120(6.701)	"	"	12.400		24 juin 47	"

Destinataire :

Monsieur le Ministre des  
Affaires Etrangères.  
Office des Biens et Intérêts  
Privés.  
146, Avenue de Malakoff  
PARIS. (XVIème).



Direction des Etudes  
et Fabrications d'Armement.

ATELIER DE CONSTRUCTION DU HAVRE.

N° 7962 CM.

L'Ingénieur Militaire en Chef de 1ère classe PERDRIET  
Directeur de l'Atelier de Construction du Havre

Objet : Eléments de charpentes  
Zone Britannique  
Feuilles de transport.

à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,  
Office des Biens et Intérêts Privés -  
146, Avenue de Malakoff, PARIS.-  
(XVIIème).

- 1 pièce jointe.-

- à l'attention de M. POULLAIN (Service des Expéditions).-

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que la gare du Havre me réclame le paiement des frais de transports relatifs aux wagons mentionnés sur l'état ci-joint, chargés de charpentes métalliques en provenance de Gevelsberg et Wuppertal et parvenus au Havre les 19 - 24 mai et 24 juin 1944 par lettres de voiture, transport international, au lieu d'être accompagnés comme les autres envois des déclarations d'expédition par transports administratifs.

Je vous demande, en conséquence, de vouloir bien faire établir, de toute urgence, les déclarations en cause et les faire remettre aux gares transit pour transmission à la gare du Havre en vue de l'annulation et du remplacement des lettres de voitures internationales.

Vous voudrez bien me tenir au courant de la suite donnée à la présente en m'adressant les accusés de réception pour régularisation.

Je vous signale, d'autre part, que le wagon n° 95.779, annoncé comme parti de Gevelsberg le 8 mai en même temps que ceux dont je vous entretiens, n'est pas encore arrivé à destination. Il devra faire l'objet également, le cas échéant, d'une feuille de déclaration de transport administratif.

Je vous serais obligé, pour l'avenir, de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que tous les wagons provenant de la Zone Britannique soient accompagnés de lettres de voitures par transports administratifs.

Au cas où il serait malaisé de régulariser les envois en question, peut-être suffirait-il d'adresser à la gare du Havre une lettre de vos Services, lui spécifiant de présenter au Service chargé des paiements les lettres de voiture internationale en sa possession, sur lesquelles j'ai attesté la réception et spécifié que le paiement des frais de transport et de douane seront payés par le Service chargé des paiements (Service de l'Intendance Transports à Paris).

Atelier de Construction du Havre,  
Le Directeur,  
(s) PERDRIET.



Liste des wagons chargés de charpentes métalliques  
en provenance de Gevelsberg et Wuppertal, pour lesquels la gare  
du Havre réclame les frais de transport à l'Atelier de Construc-  
tion du Havre.

N° du wagon.	Provenance.	Contenu.	Tonnage.	Passage.	Arrivée au Havre.	Mode d'achemi- nement.
S.2702 Augsburg	Gevelsberg	Charpentes métalliques	13.010	1° - à Forbach 10 mai 1947	19 mai 47	Lettre de voitu- re - P.V. internationale.
S.6168 "	"	"	19.350	"	"	"
S.5270 "	"	"	14.930	"	"	"
S.74664 "	Gevelsberg	"	17.890	12 mai 1947	24 mai 47	"
S.91543 "	"	"	17.750	"	"	"
S.6461 "	"	"	17.530	"	"	"
S.93250 "	"	"	15.730	16 mai 1947	"	"
S. 3691 "	"	"	13.700	2° - à Arach transit. 7 mai 1947	24 mai 47	"
S. 3478 "	"	"	7.470	"	"	"
8120(6.701)	"	"	12.400	"	24 juin 47	"

Destinataire :

Monsieur le Ministre des  
Affaires Etrangères.  
Office des Biens et Intérêts  
Privés.  
146, Avenue de Malakoff  
PARIS.- (XVIème).



Direction des Etudes  
et Fabrications d'Armement.

ATELIER DE CONSTRUCTION DU HAVRE.

N° 7962 CH.

L'Ingénieur Militaire en Chef de 1ère classe PERDRIET  
Directeur de l'Atelier de Construction du Havre

Objet : Eléments de charpentes  
Zone Britannique  
Feuilles de transport.

à Monsieur Le Ministre des Affaires Etrangères,  
Office des Biens et Intérêts Privés -  
146, Avenue de Malakoff, PARIS.-

(XVIIème).

- 1 pièce jointe.-

- à l'attention de M. POUILLAIN (Service des Expéditions).-

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que la gare du Havre ne réclame le paiement des frais de transports relatifs aux wagons mentionnés sur l'état ci-joint, chargés de charpentes métalliques en provenance de Gevelsberg et Wuppertal et parvenus au Havre les 19 - 24 mai et 24 juin 1944 par lettres de voiture, transport international, au lieu d'être accompagnés comme les autres envois des déclarations d'expédition par transports administratifs.

Je vous demande, en conséquence, de vouloir bien faire établir, de toute urgence, les déclarations en cause et les faire remettre aux gares transit pour transmission à la gare du Havre en vue de l'annulation et du remplacement des lettres de voiture internationales.

Vous voudrez bien me tenir au courant de la suite donnée à la présente en m'adressant les accusés de réception pour régularisation.

Je vous signale, d'autre part, que le wagon n° 95.739, annoncé comme parti de Gevelsberg le 8 mai en même temps que ceux dont je vous entretiens, n'est pas encore arrivé à destination. Il devra faire l'objet également, le cas échéant, d'une feuille de déclaration de transport administratif.

Je vous serais obligé, pour l'avenir, de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que tous les wagons provenant de la Zone Britannique soient accompagnés de lettres de voitures par transports administratifs.

Au cas où il serait malaisé de régulariser les envois en question, peut-être suffirait-il d'adresser à la gare du Havre une lettre de vos Services, lui spécifiant de présenter au Service chargé des paiements les lettres de voiture internationale en sa possession, sur lesquelles j'ai attesté la réception et spécifié que le paiement des frais de transport et de douane seront payés par le Service chargé des paiements (Service de l'Intendance Transports à Paris).

Atelier de Construction du Havre, .

Le Directeur,

(s) PERDRIET.



Liste des wagons chargés de charpentes métalliques  
en provenance de Gevelsberg et Wuppertal, pour lesquels la gare  
du Havre réclame les frais de transport à l'Atelier de Construc-  
tion du Havre.

N° du wagon.	Provenance.	Contenu.	Tonnage.	Passage.	Arrivée au Havre.	Mode d'achemi- nement.
S.2702 Augsburg	Gevelsberg Wuppertal	Charpentes métalliques	13.010	1° - à Forbach 10 mai 1947	19 mai 47	Lettre de voitu- re - P.V. internationale.
S.6168	"	"	12.350	"	"	"
S.5270	"	"	14.930	"	"	"
S.94664	Gevelsberg	"	17.890	12 mai 1947	24 mai 47	"
S.91543	"	"	17.750	"	"	"
S.6461	"	"	17.530	"	"	"
S.93250	"	"	15.730	16 mai 1947	"	"
				2° - à Aachen transit.		
S. 3691	"	"	13.700	7 mai 1947	24 mai 47	"
S. 3478	"	"	7.470	"	"	"
8120 (6.701)	"	"	12.400		24 juin 47	"

Destinataire :

Monsieur le Ministre des  
Affaires Etrangères.  
Office des Biens et Intérêts  
Privés.  
146, Avenue de Malakoff  
PARIS.- (XVIème).



Direction des Etudes  
et Fabrications d'Armement.

ATELIER DE CONSTRUCTION DU HAVRE.

N° 7962 CM.

L'Ingénieur Militaire en Chef de 1ère classe PERDRIET  
Directeur de l'Atelier de Construction du Havre

Objet : Eléments de charpentes  
Zone Britannique  
Feuilles de transport.

à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,  
Office des Biens et Intérêts Privés -  
146, Avenue de Malakoff, PARIS.-

(XVIIème).

- 1 pièce jointe.-

- à l'attention de M. POUILLAIN (Service des Expéditions).-

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que la gare du Havre me réclame le paiement des frais de transports relatifs aux wagons mentionnés sur l'état ci-joint, chargés de charpentes métalliques en provenance de Gevelsberg et Wuppertal et parvenus au Havre les 19 - 24 mai et 24 juin 1944 par lettres de voiture, transport international, au lieu d'être accompagnés comme les autres envois des déclarations d'expédition par transports administratifs.

Je vous demande, en conséquence, de vouloir bien faire établir, de toute urgence, les déclarations en cause et les faire remettre aux gares transit pour transmission à la gare du Havre en vue de l'annulation et du remplacement des lettres de voiture internationales.

Vous voudrez bien me tenir au courant de la suite donnée à la présente en m'adressant les accusés de réception pour régularisation.

Je vous signale, d'autre part, que le wagon n° 95.759, annoncé comme parti de Gevelsberg le 8 mai en même temps que ceux dont je vous entretiens, n'est pas encore arrivé à destination. Il devra faire l'objet également, le cas échéant, d'une feuille de déclaration de transport administratif.

Je vous serais obligé, pour l'avenir, de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que tous les wagons provenant de la Zone Britannique soient accompagnés de lettres de voitures par transports administratifs.

Au cas où il serait malaisé de régulariser les envois en question, peut-être suffirait-il d'adresser à la gare du Havre une lettre de vos Services, lui spécifiant de présenter au Service chargé des paiements les lettres de voiture internationale en sa possession, sur lesquelles j'ai attesté la réception et spécifié que le paiement des frais de transport et de douane seront payés par le Service chargé des paiements (Service de l'Intendance Transports à Paris).

Atelier de Construction du Havre,

Le Directeur,

(s) PERDRIET.



Liste des wagons chargés de charpentes métalliques  
en provenance de Gevelsberg et Wuppertal, pour lesquels la gare  
du Havre réclame les frais de transport à l'Atelier de Construc-  
tion du Havre.

N° du wagon.	Provenance.	Contenu.	Tonnage.	Passage.	Arrivée au Havre.	Mode d'achai- nement.
S.2702 Augsburg	Gevelsberg	Charpentes métalliques	15.010	1° - à Forbach 10 mai 1947	19 mai 47	Lettre de voita- re - P.V. internationale.
S.6168	"	"	19.550	"	"	"
S.5270	"	"	14.930	"	"	"
S.94664	Gevelsberg	"	17.890	12 mai 1947	24 mai 47	"
S.91543	"	"	17.750	"	"	"
S.6461	"	"	17.530	"	"	"
S.93250	"	"	15.730	16 mai 1947	"	"
S. 3691	"	"	13.700	2° - à Aachen transit. 7 mai 1947	24 mai 47	"
S. 3478	"	"	7.470	"	"	"
8120(6.701)	"	"	12.400	"	24 juin 47	"

Destinataire :

Monsieur le Ministre des  
Affaires Étrangères.  
Office des Biens et Intérêts  
Privés.  
146, Avenue de Malakoff  
PARIS.- (XVIème).



17 SEPT 1947

Règlement de marchés passés  
par la Reichsbahn

Votre transmission  
O N° 8626

N° VB/C 08091

Monsieur le Directeur du Service  
Technique de la Direction Générale,

*m. Bouyer*  
*OK*  
J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après examen de la réclamation des Etablissements Marin BRAUN & Cie, il n'a pas été reconnu possible de donner une suite favorable au règlement des deux factures relatives à des fournitures de bois effectuées à des Services allemands avant la Libération.

En droit, le Fournisseur est créancier de la Reichsbahn et non de la S.N.C.F. Cette dernière n'a pas été partie au contrat et n'est pas tenue de se substituer à la Reichsbahn. Si elle accepte parfois de remplir les obligations de celle-ci, ce ne peut être que dans le cas où elle a bénéficié des prestations correspondantes.

Or, en ce qui concerne les bois faisant l'objet de la facture n° 1926 du 20 Novembre 1944, il s'agit d'une fourniture ne présentant aucun intérêt pour la S.N.C.F.

En effet, une partie de ces bois a été livrée à la gare de Schirmeck pour calage d'engins militaires destinés à l'Allemagne.

Quant aux planches en sapin faisant l'objet de la facture n° 1843 du 6 Novembre 1944 et qui auraient été livrées au District de Schirmeck, il n'a pas été possible de retrouver soit une lettre de commande, soit un reçu de matériaux en question.

Le Chef de District en fonction à cette époque n'a gardé aucun souvenir de cette affaire; il déclare, en outre, que toutes les factures présentées par la Société BRAUN & Cie pour des fournitures effectuées avant la Libération ont, à sa connaissance, fait l'objet d'un règlement.

Le Directeur,  
Le Chef du Service du Matériel et de la Traction

*H. Big...*



Copie a été adressée à M.le Directeur  
de la Région de l'EST.

MINUTE

sb.

O n° 8913

8 Oct 1947  
Copie à la  
Région Est  
Alz

- factures en retour.-

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 17 septembre 1947, j'ai l'honneur de vous faire connaître que nous n'avons pas reconnu possible de donner une suite favorable au règlement des deux factures que vous nous avez adressées et qui sont relatives à des fournitures de bois effectuées à des Services Allemands avant la Libération.

En droit, vous êtes en effet créancier de la Reichsbahn et non de la S.N.C.F.- Cette dernière n'a pas été partie au contrat et n'est pas tenue de se substituer à la Reichsbahn. Si nous acceptons parfois de remplir les obligations de celle-ci, ce ne peut être que dans le cas où nous avons bénéficié des prestations correspondantes.

Or, en ce qui concerne les bois faisant l'objet de la facture n° 1926 du 20 novembre 1944, il s'agit d'une fourniture ne présentant aucun intérêt pour la S.N.C.F., une partie de ces bois ayant été livrée à la gare de Schirmeck pour calage d'engins militaires destinés à l'Allemagne.

D'autre part, en ce qui concerne les planches de sapin faisant l'objet de la facture n° 1843 du 6 novembre 1944 et qui auraient été livrées au District de Schirmeck, nous n'avons retrouvé ni lettre de commande, ni reçu de matériaux. De plus, toutes les factures présentées par votre Société pour des fournitures effectuées avant la Libération ont, à la connaissance de notre Chef de District intéressé, fait l'objet d'un règlement.

Aussi ne pouvons-nous que vous retourner les factures que vous nous avez adressées, en vous suggérant d'adresser une déclaration de créance impayée par les Allemands à l'Office des Biens et Intérêts privés.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur  
Chef du Service,

*Doni*: DUGAS

Monsieur le Directeur  
des Etablissements Marin, Braun & Cie

à :

SCHIRMECK.-

(Bas-Rhin).



Téléphone: Schirmeck 3  
Télégr.: SCIERIE BRAUN - SCHIRMECK  
C. C. P. STRASBOURG 887  
RÉPERTOIRE DES PRODUCTEURS  
N° 386 - Bas-Rhin  
REG. DE COMMERCE SAVERNE B 62

MARIN BRAUN & C<sup>IE</sup> - SCHIRMECK  
MAISON FONDÉE EN 1878

Siège Social: OBERHASLACH (Bas-Rhin)

SCHIRMECK, le 20 November 1944  
(BAS-RHIN)

FACTURE N° 1926

BAHNMEISTEREI SCHIRMECK  
SNCF station SCHIRMECK

SCIERIES ET PARQUETERIE  
à SCHIRMECK (Bas-Rhin) avec  
recordement particulier

SCIERIES - PARQUETERIE  
FABRIQUE de BOIS p. BROSSES  
ATELIER à TRAVAILLER le BOIS  
OBERHASLACH (Gare Urmatt)

BOIS EN TOUS GENRES  
SAPIN - PIN - CHÊNE - HÊTRE

BOIS DE MINES - TRAVERSES  
PERCHES - ÉTATS - TUTEURS

Doit pour les marchandises dont détail suit, expédiées à ..... risques et périls .....  
payables dans SCHIRMECK

NOTA. - Toute réclamation, pour être prise en considération, devra être faite dans les 5 jours, suivant la date de réception de la marchandise. - Nos marchandises sont payables dans Schirmeck. - Les traites ou acceptations de règlement ne font ni novation ni dérogation à cette clause. - Les frais de transport ne subissent pas d'escompte.

Le	Wagon	No	Kg.	Prix	MONTANT
Tannen Vorratsbauholz Schnittklasse A (Chevrons sapin)					
3	Stück	3,00m x 10/12cm	= 9.00 ml		
2	"	4,00m x "	= 8.00 ml		
1	"	4,75m x "	= 4.75 ml		
			21.75 ml = 0.26L m3		
1	"	3,00m x 12/12cm	=		
1	"	3,25m x "	= 6,25 ml = 0.090 m3		
8	"	3,00m x 12/14cm	= 24.00 ml		
3	"	3,25m x "	= 9.75 ml		
7	"	3,50m x "	= 24.50 ml		
2	"	3,75m x "	= 7.50 ml		
4	"	4,00m x "	= 16.00 ml		
2	"	4,25m x "	= 8.50 ml		
1	"	4,50m x "	= 4.50 ml		
1	"	5,00m x "	= 5.00 ml		
1	"	6,00m x "	= 6.00 ml		
			105.75 ml = 1.777 m3		
2	"	3,00m x 14/14cm	= 6.00 ml		
1	"	3,50m x "	= 3.50 ml		
1	"	3,75m x "	= 3.75 ml		
2	"	4,00m x "	= 8.00 ml		
			21.25 ml = 0.447 m3		
1	"	3,00m x 14/16cm	= 3.00 ml		
1	"	3,25m x "	= 3.25 ml		
1	"	3,50m x "	= 3.50 ml		
1	"	4,00m x "	= 4.00 ml		
4	"	5,00m x "	= 20.00 ml		
			33.75 ml = 0.756 m3		
			3.301 m3		
à reporter :					



## Report :

M. BRAUN &amp; C. - SCHIRMECK

3.301 m<sup>3</sup>

38 Stück	3,00m x 12/16cm	= 114.00 ml ✓
11 "	3,25m x "	= 35.75 ml ✓
22 "	3,50m x "	= 77.00 ml ✓
5 "	3.75m x "	= 18.75 ml ✓
23 "	4.00m x "	= 92.00 ml ✓
4 "	4.25m x "	= 17.00 ml ✓
8 "	4.50m x "	= 36.00 ml ✓
3 "	4.75m x "	= 14.25 ml ✓
8 "	5.00m x "	= 40.00 ml ✓
1 5.50m	5.50m x "	= 5.50 ml ✓
2 "	6;00m x "	= 12.00 ml ✓
		<u>462.25 ml ✓ =</u>

8.875 m<sup>3</sup> ✓12.176 m<sup>3</sup> ✓

59,40 723.25

Maschinenstunden : Bandsäge ..... 20 Stunden  
Kappsäge ;;;;;; 20 "

40 Stunden 2.00

Zusammen :

80.00

803.25 ✓

Bestellt durch Bahnhofsvorsteher FULLERATH für Station Schirmeck, geliefert am 16.17. und 18.11. 1944 und anschließend zu Keilen verarbeitet, durch ein Kommando des Sicherungslagers Schirmeck. Die Keile wurden in der Nacht vom 18. auf den 19.11.1944 abgeholt unter Beisein von Herrn DEPP, der dies bestätigen kann.

Einsatzmenge : 12176 m<sup>3</sup> NadelstifttholzZiehl : innerhalb 45 Tagen, netto



Téléphone: Schirmeck 3  
Télégr.: SCIERIE BRAUN - SCHIRMECK  
C. C. P. STRASBOURG 887  
RÉPERTOIRE DES PRODUCTEURS  
N° 386 - Bas-Rhin  
REG. DE COMMERCE SAVERNE B 62

MARIN BRAUN & C<sup>IE</sup> - SCHIRMECK  
MAISON FONDÉE EN 1878

Siège Social: OBERHASLACH (Bas-Rhin)

SCHIRMECK, le 6 novembre 19 44.  
(BAS-RHIN)

COPIE

FACTURE N° 1843

BAHNMEISTEREI SCHIRMECK

SNCF Station Schirmeck

SCIERIES ET PARQUETERIE  
à SCHIRMECK (Bas-Rhin) avec  
raccordement particulier  
  
SCIERIES - PARQUETERIE  
FABRIQUE de BOIS p. BROSSES  
ATELIER à TRAVAILLER le BOIS  
OBERHASLACH (Gare Urmatt)  
  
BOIS EN TOUS GENRES  
SAPIN - PIN - CHÊNE - HÊTRE  
  
BOIS DE MINES - TRAVERSES  
PERCHES - ÉTAIS - TUTEURS

Doit pour les marchandises dont détail suit, expédiées à ..... risques et périls .....

payables dans SCHIRMECK

NOTA. - Toute réclamation, pour être prise en considération, devra être faite dans les 5 jours, suivant la date de réception de la marchandise. - Nos marchandises sont payables dans Schirmeck - Les traites ou acceptations de règlement ne font ni novation ni dérogation à cette clause. - Les frais de transport ne subissent pas d'escompte.

Le	Wagon	No	Kg.	Prix	MONTANT
5184	Tannen Bretter 25 mm Gkl.IV (Plannhes sapin 25 mm)				RM.
5.10.	18 bis 27 cm				
	2 m lang x 2 m breit = 4,00 m2				
	2,50 1,30 = 3,25				
	3,00 4,00 = 12,00				
	3,50 3,00 = 10,50				
	4,00 1,50 = 6,00				
	4,50 5,50 = 24,75				
	60,50 m2		1,513 m3	49,50	74,89
10/10	2,50 x 10,00 = 25,00 m2		0,625 m3	48,30	30,19
	2,50 x 8,16 = 20,40 m2		0,510 m3	49,50	25,25
	18 bis 27 cm				
17.10	2,00 x 2,00 = 4,00 m2				
	3,00 x 4,00 = 12,00				
	16,00 m2		0,400 m3	49 50	19,80
	18 bis 27 cm				
24.10	3,00 x 2,00 = 6,00 m2				
	2,50 2,00 = 5,00				
	2,00 2,00 = 4,00				
	15,00 m2		0,375 m3	49,50	18,56
1.11	2,50 x 2,00 = 5,00 m2		0,125 m3	49,50	6,19
	Tannenbretter 25 mm Gkl.III (Planches sapin 25 mm)				
	1 St. 3 m x 0,18 = 0,54 m2				
	2, m x 4,00 = 8,00				
	8,54 m2		0,214 m3	63,30	13 55
	report:				188 43



188,43

65.80 3.36

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 1, 1865. It is a very important document, as it contains the President's message to the Congress, and is one of the most important documents in the history of the United States. It is a very long letter, and it contains a great deal of information about the state of the country at that time. It is a very important document, and it is one of the most important documents in the history of the United States.

2,66 2,47

1850 (Gothic)

74,80 3,59

74,80 ——— 44,95

Ta. Bauholz nach Liste Schnittklasse A

(Charpente sapin sur liste)

1 St. 3,50 m x 6/10 cm

$$= 0.021 \text{ m}^3$$

1	"	3.00	10/10
---	---	------	-------

$$= 0,030$$
$$\underline{0,051} \text{ m}^3$$

65,80

3,36

Hobelbretter aus 24 mm Gkl. 1

(Planches sapin rab.) (Parquet)

9 St. 1.20 m x 1 m breit

$$= 1.20 \text{ m}^2$$

2.06

2.47

Tannen Latten Gkl. 1

(Lattes à toit)

40 ml x 25/48 mm

$$= 0.048 \text{ m}^3$$

74.80

3059

5665 501 ml x 25/48 mm

$$= 0.601$$

74,80

14,95

Zusammen: (total) en RM.: 243,51

Einsatzmenge: 4,491 cbm

Ziel: innerhalb 45 Tagen, netto

Nadelschnittholzpreisverordnung vom 10/7/  
1943. Preisgebiet 26 - Menge bis 5 cbm.



MINISTRE

sb.

O n° 8626

7 JUIL 1947

- 1 pièce jointe -

Monsieur le Directeur de la Région  
de l'EST.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie  
d'une lettre de la Maison Marin Braun et Cie à  
Schirmeck, relative au recouvrement de créances se  
rapportant à des livraisons de bois et laissées im-  
payées par les Allemands.

Je vous serais obligé de bien vouloir me mettre  
en mesure de répondre à cette lettre.

Le Directeur  
Chef du Service,

Mme: DUCLOS



Marin BRAUN & Cie - Schirmeck.  
-----

Schirmeck, le 25 juin 1947.

A la Direction  
de la Société Nationale des  
Chemins de fer Français  
à : PARIS.-

Objet : Créances sur la Deutsche Reichsbahn.

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous informer que nous avons encore une créance assez importante sur la Deutsche Reichsbahn pour des livraisons de bois faites en 1944 pour les besoins du réseau Alsace-Lorraine, livraisons restées impayées par suite de la Libération.

Etant donné que vous avez repris la gestion du réseau depuis la Libération, nous supposons que c'est votre Société qui a été chargée du séquestre du patrimoine que la Reichsbahn a laissé en Alsace et Lorraine, et qui effectuera les règlements des dettes laissées par la Reichsbahn. Sinon, pouvez-vous nous dire à quelle Administration il faut s'adresser pour le recouvrement des créances.

Nous espérons que vous êtes à même de nous renseigner utilement et, en vous remerciant d'avance de votre obligeance, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération distinguée.

Marin BRAUN et Cie.



26 JUIN 1947

26 JUIN 1947

## EXPLOITATIONS FORESTIÈRES — SCIERIES — PARQUETERIES

Téléphone: Schirmeck 3  
Télégr.: SCIERIE BRAUN à SCHIRMECK  
C. C. P. STRASBOURG 887  
RÉPERTOIRE DES PRODUCTEURS  
N° 386 - Bas-Rhin  
REG. DE COMMERCE SAVERNE B 62

MARIN BRAUN & C<sup>ie</sup> - SCHIRMECK

Maison fondée en 1878 — SIÈGE SOCIAL à OBERHASLACH (Bas-Rhin)

SCIERIES ET PARQUETERIES  
à SCHIRMECK (Bas-Rhin) avec  
raccordement particulier

SCIERIES — PARQUETERIES  
FABRIQUE de BOIS p. BROSSES  
ATELIER à TRAVAILLER le BOIS  
OBERHASLACH (Gare Urmatt)

BOIS EN TOUS GENRES  
SAPIN - PIN - CHÊNE - HÊTRE

BOIS DE MINES — TRAVERSES  
PERCHES — ÉTAIS — TUTEURS

SCHIRMECK, le 25 juin 1947  
(BAS-RHIN)

A la Direction

de la SOCIÉTÉ NATIONALE  
des CHEMINS DE FER FRANÇAIS

à PARIS

Objet : créances sur la Deutsche Reichsbahn

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous informer que nous avons encore une créance assez importante sur la Deutsche Reichsbahn pour des livraisons de bois lui faites en 1944 pour les besoins du réseau Alsace-Lorraine, livraisons restées impayées par suite de la libération.

Etant donné que vous avez repris la gestion du réseau de puis la libération nous supposons que c'est votre Société qui a été chargée du séquestre du patrimoine que la Reichsbahn a laissé en Alsace et Lorraine et qui effectuera les règlements des dettes laissées par la Reichsbahn. Sinon, pouvez-vous nous dire à quelle administration il faut s'adresser pour le recouvrement des créances?

Nous espérons que vous êtes à même de nous renseigner utilement et en vous remerciant d'avance de votre obligeance, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération distinguée.

Marin BRAUN & C<sup>ie</sup>

SERVICE TECHNIQUE  
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE  
POUR ATTRIBUTIONS

*Comp*

*M. Toussaint*  
*Cassal*  
*le 25/6/47*

NOTA. Nous réclame nous-mêmes nos fournisseurs et n'acceptons aucune disposition sur notre caisse. Aucune condition imprimée en marge ou au verso des lettres de nos correspondants ne peut nous engager sans acceptation écrite de notre part. Sauf convention spéciale, tous les litiges seront portés à notre choix, soit devant les tribunaux ordinaires compétents pour Schirmeck, soit devant le Tribunal Arbitral de la Bourse de Commerce à Strasbourg, même au cas de pluralité de défendeurs, demandes incidentes ou appels en garantie.